PRÉFET
DE L'AISNE

*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

# *RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS*

**Édition partie 8 du mois de Juin 2021**

**216 ème année** **2021**

# PRÉFECTURE

## DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ ET DE LA LÉGALITÉ

*Bureau de la légalité et de l'intercommunalité*

- Arrêté préfectoral n° 2021-21 en date du 15 juin 2021 portant prise de la compétence mobilité, pour la CC du canton de Charly-sur-Marne

- Arrêté préfectoral n° 2021-22 en date du 15 juin 2021 portant prise de la compétence mobilité, pour la CC de la Champagne Picarde

- Arrêté préfectoral n° 2021-23 en date du 15 juin 2021 portant prise de la compétence mobilité, pour la CC du Val de l'Oise

*Bureau des Finances Locales*

- Arrêté n° 2021-18 du 16/06/21 portant règlement d'office du budget primitif 2021 de la commune d'Oisy

## DIRECTION DE LA COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

*Bureau des affaires juridiques et de la coordination interministérielle*

- Arrêté n° 2021-51 donnant délégation de signature à M. Patrick OLIVIER, Directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Hauts-de-France,

## DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

*Service Environnement*

- Arrêté n° 2021-SENV-001, en date du 8 juin 2021, modifiant l'arrêté cadre du 20 avril 2012 relatif à la mise en place de mesures coordonnées et progressives de limitation des usages de l'eau par bassin versant en cas de sécheresse

## DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITÉS

- Arrêté n° 2021-57 portant subdélégation du directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités de l'Aisne à ses collaborateurs

**DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT (DREAL) HAUTS-DE-FRANCE**

*Service Eau et Nature*

- Arrêté préfectoral n° 2021_CLM_01/06 portant dérogation à l'interdiction de capture d'amphibiens d'espèces protégées au bénéfice de l'URCPIE Hauts-de-France ou ses mandataires, se situant au 33 rue des victimes de Comportet 02000 MERLIEUX-ET-FOUQUEROLLES

PRÉFET
DE L'AISNE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Arrêté DCL/BLI/2021-21 portant prise de la compétence « organisation de la mobilité » par la communauté de communes du canton de Charly-sur-Marne**

**Le Préfet de l'Aisne,**
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

**VU** le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.5211-5 et L. 5211-17 ;

**VU** la loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités ;

**VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** le décret du président de la République du 7 novembre 2019 portant nomination de M.Ziad Khoury, préfet de l'Aisne ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 29 décembre 1995 modifié portant création de la communauté de communes du canton de Charly-sur-Marne ;

**VU** la délibération du 10 mars 2021 du conseil communautaire de la communauté de communes du canton de Charly-sur-Marne se prononçant sur la prise de la compétence « organisation de la mobilité » et la notification qui a été faite à l'ensemble des communes membres le 15 mars 2021 ;

**VU** les délibérations des conseils municipaux des communes de Bézu-le-Guéry, Charly-sur-Marne, Chézy-sur-Marne, Coupru, Crouttes-sur-Marne, Domptin, L'Epine-aux-Bois, La Chapelle-sur-Chézy, Lucy-le-Bocage, Marigny-en-Orxois, Montfaucon, Montreuil-aux-Lions, Nogent-l'Artaud, Romeny-sur-Marne, Saulchery, Veuilly-la-Poterie, Viels-Maisons et Villiers-Saint-Denis se prononçant favorablement sur cette prise de compétence ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions posées par le code général des collectivités territoriales sont remplies;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aisne ;

**ARRÊTE :**

**Article 1er** : La compétence « organisation de la mobilité » est ajoutée aux compétences exercées par la communauté de communes du canton de Charly-sur-Marne.

**Article 2** : Les dispositions du présent arrêté prendront effet au 1er juillet 2021.

**Article 3 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif d'Amiens dans un délai de deux mois à partir de sa publication.

**Article 4 :** Le secrétaire général de la préfecture, la présidente de la communauté de communes du canton de Charly-sur-Marne, la sous-préfète de l'arrondissement de Château-Thierry, le directeur départemental des territoires, la directrice départementale des finances publiques et les maires des communes membres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une copie sera adressée au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France.

Fait à Laon, le 15 JUIN 2021

Le Préfet

Ziad Khoury

PRÉFET
DE L'AISNE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Arrêté DCL/BLI/2021-22 portant prise de la compétence « organisation de la mobilité » par la communauté de communes de la Champagne Picarde**

**Le Préfet de l'Aisne,**
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

**VU** le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.5211-5 et L. 5211-17 ;

**VU** la loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités ;

**VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** le décret du président de la République du 7 novembre 2019 portant nomination de M.Ziad Khoury, préfet de l'Aisne ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 22 décembre 1995 modifié, portant création de la communauté de communes de la Champagne Picarde ;

**VU** la délibération du 4 février 2021 du conseil communautaire de la communauté de communes de la Champagne Picarde se prononçant sur la prise de la compétence « organisation de la mobilité » et la notification qui a été faite à l'ensemble des communes membres le 16 février 2021 ;

**VU** les délibérations des conseils municipaux des communes de Berry-au-Bac, Bouffignereux, Chivres-en-Laonnois, Courtrizy-et-Fussigny, Ebouleau, Evergnicourt, Goudelancourt-les-Pierrepont, Juvincourt-et-Damary, La Malmaison, La Selve, Lappion, Liesse-Notre-Dame, Maizy, Marchais, Mauregny-en-Haye, Meurival, Missy-les-Pierrepont, Pontavert, Prouvais, Proviseux-et-Plesnoy, Roucy, Sissonne, Variscourt et Villeneuve-sur-Aisne se prononçant favorablement sur cette prise de compétence ;

**VU** la délibération du conseil municipal de la commune de Mâchecourt se prononçant défavorablement sur cette prise de compétence ;

**CONSIDERANT** qu'à défaut de délibération dans un délai de trois mois à compter de la notification de la délibération faite au maire de chaque commune membre, la décision des conseils municipaux des communes d'Aguilcourt, Amifontaine, Bertricourt, Boncourt, Bucy-les-Pierrepont, Chaudardes, Concevreux, Condé-sur-Suippe, Coucy-les-Eppes, Gizy, Guyencourt, La Ville-aux-Bois-les-Pontavert, Lor, Montaigu, Muscourt, Neufchâtel-sur-Aisne, Nizy-le-Comte, Orainville, Pignicourt, Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt et Sainte-Preuve est réputée favorable ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aisne ;

**ARRÊTE :**

**Article 1er** : La compétence « organisation de la mobilité » est ajoutée aux compétences exercées par la communauté de communes de la Champagne Picarde.

**Article 2** : Les dispositions du présent arrêté prendront effet au 1er juillet 2021.

**Article 3 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif d'Amiens dans un délai de deux mois à partir de sa publication.

**Article 4 :** Le secrétaire général de la préfecture, le président de la communauté de communes de la Champagne Picarde, le directeur départemental des territoires, la directrice départementale des finances publiques et les maires des communes membres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une copie sera adressée au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France.

Fait à Laon, le 15 JUIN 2021

Le Préfet

Ziad Khoury

PRÉFET
DE L'AISNE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Arrêté DCL/BLI/2021-23 portant prise de la compétence « organisation de la mobilité » par la communauté de communes du Val de l'Oise**

**Le Préfet de l'Aisne,**
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

**VU** le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.5211-5 et L. 5211-17 ;

**VU** la loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités ;

**VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** le décret du président de la République du 7 novembre 2019 portant nomination de M.Ziad Khoury, préfet de l'Aisne ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 22 avril 2013 modifié, portant création de la communauté de communes du Val de l'Oise ;

**VU** la délibération du 29 mars 2021 du conseil communautaire de la communauté de communes du canton de Val de l'Oise se prononçant sur la prise de la compétence « organisation de la mobilité » et la notification qui a été faite à l'ensemble des communes membres le 30 mars 2021 ;

**VU** les délibérations des conseils municipaux des communes d'Alaincourt, Benay, Berthenicourt, Brissay-Choigny, Brissy-Hamégicourt, Cerizy, Châtillon-sur-Oise, Chevresis-Monceau, Essigny-le-Grand, La Ferté-Chevresis, Gibercourt, Hinacourt, Itancourt, Ly-Fontaine, Mézières-sur-Oise, Mont-d'Origny, Moÿ-de-l'Aisne, Renansart, Ribemont, Séry-lès-Mézières, Sissy,Thenelles, Urvillers, Vendeuil et Villers-le-Sec se prononçant favorablement sur cette prise de compétence ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions posées par le code général des collectivités territoriales sont remplies;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aisne ;

## ARRÊTE :

**Article 1er** : La compétence « organisation de la mobilité » est ajoutée aux compétences exercées par la communauté de communes du Val de l'Oise.

**Article 2** :Les dispositions du présent arrêté prendront effet au 1er juillet 2021.

**Article 3 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif d'Amiens dans un délai de deux mois à partir de sa publication.

**Article 4 :** Le secrétaire général de la préfecture, le président de la communauté de communes du Val de l'Oise, la sous-préfète de l'arrondissement de Saint-Quentin, le directeur départemental des territoires, la directrice départementale des finances publiques et les maires des communes membres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une copie sera adressée au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France.

Fait à Laon, le 15 JUIN 2021

Le Préfet

Ziad Khoury

n° 2021-18

PRÉFET
DE L'AISNE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

Arrêté portant règlement d'office
du budget primitif 2021
de la commune d'Oisy

**Le Préfet de l'Aisne,**
**Chevalier de l'Ordre national du Mérite,**

**VU** le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.1612-2 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 19 février 2021 instituant une délégation spéciale dans la commune d'Oisy, dont les décisions se limitent à des actes de pure administration conservatoire et urgente, ce qui exclut la préparation et le vote du budget ;

**VU** l'absence d'adoption du budget primitif 2021 par le conseil municipal de la commune d'Oisy avant la date limite de vote, soit le 17 avril 2021 ;

**VU** la lettre du 29 avril 2021 par laquelle le préfet de l'Aisne a saisi la chambre régionale des comptes des Hauts-de-France au motif du défaut d'adoption dans les délais légaux du budget primitif 2021 de la commune d'Oisy ;

**VU** l'avis de la chambre régionale des comptes n° 2021-0123 en date du 31 mai 2021, reçu le 3 juin 2021 à la préfecture de l'Aisne ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRÊTE**

**Article 1er** : Le budget de l'exercice 2021 de la commune d'Oisy est réglé et rendu exécutoire comme suit et suivant le détail joint en annexe, conformément à l'avis rendu par la chambre régionale des comptes susvisé.

Budget principal :
- Dépenses de fonctionnement : 507 900,81 €

- Recettes de fonctionnement : 507 900,81 €

- Dépenses d'investissement : 137 033,99 €

- Recettes d'investissement : 156 602,36 €.

"Conformément aux dispositions de l'article R 421-5 du code de la justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois courant à compter de la notification de celle-ci.
Un recours gracieux peut être exercé auprès de mes services durant le délai de deux mois. Ce recours gracieux interrompt le délai de recours contentieux, qui ne courra qu'à compter de ma réponse, étant précisé que le silence gardé pendant plus de deux mois par l'autorité compétente vaut décision implicite de rejet."

2, rue Paul Doumer – BP 20104
02000 LAON
Affaire suivie par : M. LOCHERON
Tél. : 03 23 21 83 81
Mél. : pref-bureau-finances-locales@aisne.gouv.fr
Direction de la citoyenneté et de la légalité
Bureau des finances locales



Préfet de l'Aisne @Prefet02

Les jours et heures d'accueil sont consultables sur le site internet des services de l'État dans l'Aisne : www.aisne.gouv.fr

Budget annexe « locaux commerciaux » :
- Dépenses de fonctionnement : 10 500 €

- Recettes de fonctionnement : 10 500 €

- Dépenses d'investissement : 2 000 €

- Recettes d'investissement : 2 000 €.

**Article 2** : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de la commune d'Oisy et la directrice départementale des finances publiques de l'Aisne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aisne et dont une copie sera adressée au président de la chambre régionale des comptes des Hauts-de-France.

À Laon, le 16 JUIN 2021

**Ziad Khoury**

6 pages

COMMUNE DE OISY

Annexe à mon arrêté du : 16 JUIN 2021

Le Préfet de l'Aisne

Ziad Khoury

**PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU BUDGET**

Commune (BP) - OISY (n° SIRET : 21020546400014)

VUE D'ENSEMBLE

- Exercice 2021 -

**FONCTIONNEMENT**

| | | DÉPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT |
|---|---|---|---|
| | CRÉDITS DE FONCTIONNEMENT | 507 900,81 € | 352 591,44 € |
| | + | + | + |
| REPORTS | RESTES À RÉALISER (RAR) DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT | 0 € | 0 € |
| REPORTS | 002 RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTÉ | 0 € | 155 309,37 € |
| | = | = | = |
| | **TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT** | 507 900,81 € | 507 900,81 € |

**INVESTISSEMENT**

| | | DÉPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT | RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT |
|---|---|---|---|
| | CRÉDITS D'INVESTISSEMENT | 104 256,44 € | 156 602,36 € |
| | + | + | + |
| REPORTS | RESTES À RÉALISER (RAR) DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT | 0 € | 0 € |
| REPORTS | 001 SOLDE D'EXÉCUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTÉ | 32 777,55 € | 0 € |
| | = | = | = |
| | **TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT** | 137 033,99 € | 156 602,36 € |

**TOTAL**

| | | |
|---|---|---|
| **TOTAL DU BUDGET** | 644 934,80 € | 664 503,17 € |

**Proposition de budget primitif du budget principal**

Commune (BP) - OISY (n° SIRET : 21020546400014)

- Exercice 2021 -

## Section de fonctionnement

| Chap. | Dépenses | Propositions | Chap. | Recettes | Propositions |
|---|---|---|---|---|---|
| 011 | Charges à caractère général | 131 050,00 € | 013 | Atténuations de charges | 0,00 € |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 120 400,00 € | 70 | Produits des services, du domaine et ventes… | 100,00 € |
| 014 | Atténuation de produits | 13 505,00 € | 73 | Impôts et taxes | 220 919,00 € |
| 65 | Autres charges de gestion courante (sauf 656) | 92 700,00 € | 74 | Dotations et participations | 93 416,00 € |
| 656 | Frais de fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 € | 75 | Autres produits de gestion courante | 33 000,00 € |
| **Total des dépenses de gestion courante** | | **357 655,00 €** | **Total des recettes de gestion courante** | | **347 435,00 €** |
| 66 | Charges financières | 4 000,00 € | 76 | Produits financiers | 0,00 € |
| 67 | Charges exceptionnelles | 8 000,00 € | 77 | Produits exceptionnels | 0,00 € |
| 68 | Dotations aux provisions semi-budgétaires | 0,00 € | 78 | Reprises sur provisions semi-budgétaires | 0,00 € |
| 022 | Dépenses imprévues de fonctionnement | 24 000,00 € | | | |
| **Total des dépenses réelles de fonctionnement** | | **393 655,00 €** | **Total des recettes réelles de fonctionnement** | | **347 435,00 €** |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 96 559,44 € | | | |
| 042 | Opérat° ordre transfert entre sections | 17 686,37 € | 042 | Opérat° ordre transfert entre sections | 5 156,44 € |
| 043 | Opérat° ordre intérieur de la section | 0,00 € | 043 | Opérat° ordre intérieur de la section | 0,00 € |
| **Total des dépenses d'ordre de fonctionnement** | | **114 245,81 €** | **Total des recettes d'ordre de fonctionnement** | | **5 156,44 €** |
| **TOTAL** | | **507 900,81 €** | **TOTAL** | | **352 591,44 €** |
| **D002** | **Résultat reporté ou anticipé** | **0,00 €** | **R002** | **Résultat reporté ou anticipé** | **155 309,37 €** |
| **TOTAL des dépenses de fonctionnement cumulées** | | **507 900,81 €** | **TOTAL des recettes de fonctionnement cumulées** | | **507 900,81 €** |

| | |
|---|---|
| **AUTOFINANCEMENT PRÉVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT** | **109 089 €** |

## Section d'investissement

| Chap. | Dépenses | Propositions | Chap. | Recettes | Propositions |
|---|---|---|---|---|---|
| 010 | Stocks | 0,00 € | 010 | Stocks | 0,00 € |
| | | | 13 | Subventions d'investissement (hors 138) | 0,00 € |
| | | | 16 | Emprunts et dettes assimilées (hors 165) | 0,00 € |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 € | 20 | Immobilisations incorporelles (hors 204) | 0,00 € |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 € | 204 | Subventions d'équipement reçues | 0,00 € |
| 21 | Immobilisations corporelles | 43 700,00 € | 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 € |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 € | 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 € |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 € | 23 | Immobilisations en cours | 0,00 € |
| | Total des opérations d'équipement | 0,00 € | | | |
| | **Total des dépenses d'équipement** | **43 700,00 €** | | **Total des recettes d'équipement** | **0,00 €** |
| 10 | Dotations, fond divers et réserves | 0,00 € | 10 | Dot, fonds divers et réserves (hors 1068) | 6 200,00 € |
| | | | 1068 | Excédent de fonct. capitalisés | 32 777,55 € |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 € | 138 | Autres subv. d'invest non transférables | 3 379,00 € |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 55 400,00 € | 165 | Dépôts et cautionnements reçus | 0,00 € |
| 18 | Compte de liaison: affectation à... | 0,00 € | 18 | Compte de liaison: affectation à... | 0,00 € |
| 26 | Particip. et créances rattachées à des particip. | 0,00 € | 26 | Particip. et créances rattachées à des particip. | 0,00 € |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 € | 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 € |
| 020 | Dépenses imprévues d'investissement | 0,00 € | 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 € |
| | **Total des dépenses financières** | **55 400,00 €** | | **Total des recettes financières** | **42 356,55 €** |
| 45..1 | Total des opé. pour compte de tiers | 0,00 € | 45..2 | Total des opé. pour compte de tiers | 0,00 € |
| | **Total des dépenses réelles d'investissement** | **99 100,00 €** | | **Total des recettes réelles d'investissement** | **42 356,55 €** |
| | | | 021 | Virement de la section de fonctionnement | 96 559,44 € |
| 040 | Opérat° ordre transfert entre sections | 5 156,44 € | 040 | Opérat° ordre transfert entre sections | 17 686,37 € |
| 041 | Opérations patrimoniales | 0,00 € | 041 | Opérations patrimoniales | 0,00 € |
| | **Total des dépenses d'ordre d'investissement** | **5 156,44 €** | | **Total des recettes d'ordre d'investissement** | **114 245,81 €** |
| | **TOTAL** | **104 256,44 €** | | **TOTAL** | **156 602,36 €** |
| D001 | **Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé** | **32 777,55 €** | R001 | **Solde d'exécution positif reporté ou anticipé** | **0,00 €** |
| | **TOTAL des dépenses d'investissement cumulées** | **137 033,99 €** | | **TOTAL des recettes d'investissement cumulées** | **156 602,36 €** |

| | |
|---|---|
| **AUTOFINANCEMENT PRÉVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT** | **109 089 €** |

**Budget primitif 2021 – budget annexe « locaux commerciaux »**

Commune (BA) – OISY LOCAUX COMMERCIAUX

VUE D'ENSEMBLE

- Exercice 2021 -

**FONCTIONNEMENT**

| | | DÉPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT |
|---|---|---|---|
| | CRÉDITS DE FONCTIONNEMENT | 10 500 € | 10 500 € |
| | + | + | + |
| REPORTS | RESTES À RÉALISER (RAR) DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT | 0 € | 0 € |
| REPORTS | 002 RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTÉ | 0 € | 0 € |
| | = | = | = |
| | **TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT** | 10 500 € | 10 500 € |

**INVESTISSEMENT**

| | | DÉPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT | RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT |
|---|---|---|---|
| | CRÉDITS D'INVESTISSEMENT | 2 000 € | 2 000 € |
| | + | + | + |
| REPORTS | RESTES À RÉALISER (RAR) DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT | 0 € | 0 € |
| REPORTS | 001 SOLDE D'EXÉCUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTÉ | 0 € | 0 € |
| | = | = | = |
| | **TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT** | 2 000 € | 2 000 € |

**TOTAL**

| | | |
|---|---|---|
| **TOTAL DU BUDGET** | 12 500 € | 12 500 € |

Commune (BA) – OISY LOCAUX COMMERCIAUX

- Exercice 2021 -

## Section de fonctionnement

| Chap. | Dépenses | Propositions | Chap. | Recettes | Propositions |
|---|---|---|---|---|---|
| 011 | Charges à caractère général | 8 500 € | 013 | Atténuations de charges | 0 € |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 0 € | 70 | Produits des services, du domaine et ventes… | 0 € |
| 014 | Atténuation de produits | 0 € | 73 | Impôts et taxes | 0 € |
| 65 | Autres charges de gestion courante (sauf 656) | 0 € | 74 | Dotations et participations | 0 € |
| 656 | Frais de fonctionnement des groupes d'élus | 0 € | 75 | Autres produits de gestion courante | 10 500 € |
| **Total des dépenses de gestion courante** | | **8 500 €** | **Total des recettes de gestion courante** | | **10 500 €** |
| 66 | Charges financières | 0 € | 76 | Produits financiers | 0 € |
| 67 | Charges exceptionnelles | 0 € | 77 | Produits exceptionnels | 0 € |
| 68 | Dotations aux provisions semi-budgétaires | 0 € | 78 | Reprises sur provisions semi-budgétaires | 0 € |
| 022 | Dépenses imprévues de fonctionnement | 0 € | | | |
| **Total des dépenses réelles de fonctionnement** | | **8 500 €** | **Total des recettes réelles de fonctionnement** | | **10 500 €** |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 2 000 € | | | |
| 042 | Opérat° ordre transfert entre sections | 0 € | 042 | Opérat° ordre transfert entre sections | 0 € |
| 043 | Opérat° ordre intérieur de la section | 0 € | 043 | Opérat° ordre intérieur de la section | 0 € |
| **Total des dépenses d'ordre de fonctionnement** | | **2 000 €** | **Total des recettes d'ordre de fonctionnement** | | **0 €** |
| **TOTAL** | | **10 500 €** | **TOTAL** | | **10 500 €** |
| **D002** | **Résultat reporté ou anticipé** | **0 €** | **R002** | **Résultat reporté ou anticipé** | **0 €** |
| **TOTAL des dépenses de fonctionnement cumulées** | | **10 500 €** | **TOTAL des recettes de fonctionnement cumulées** | | **10 500 €** |

| | |
|---|---|
| **AUTOFINANCEMENT PRÉVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT** | **2 000 €** |

## Section d'investissement

| Chap. | Dépenses | Propositions | Chap. | Recettes | Propositions |
|---|---|---|---|---|---|
| 010 | Stocks | 0 € | 010 | Stocks | 0 € |
| | | | 13 | Subventions d'investissement (hors 138) | 0 € |
| | | | 16 | Emprunts et dettes assimilées (hors 165) | 0 € |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0 € | 20 | Immobilisations incorporelles (hors 204) | 0 € |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0 € | 204 | Subventions d'équipement reçues | 0 € |
| 21 | Immobilisations corporelles | 1 870 € | 21 | Immobilisations corporelles | 0 € |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0 € | 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0 € |
| 23 | Immobilisations en cours | 0 € | 23 | Immobilisations en cours | 0 € |
| | Total des opérations d'équipement | 0 € | | | |
| **Total des dépenses d'équipement** | | **1 870 €** | **Total des recettes d'équipement** | | **0 €** |
| 10 | Dotations, fond divers et réserves | 0 € | 10 | Dot, fonds divers et réserves (hors 1068) | 0 € |
| | | | 1068 | Excédent de fonct. capitalisés | 0 € |
| 13 | Subventions d'investissement | 0 € | 138 | Autres subv. d'invest non transférables | 0 € |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0 € | 165 | Dépôts et cautionnements reçus | 0 € |
| 18 | Compte de liaison: affectation à... | 0 € | 18 | Compte de liaison: affectation à... | 0 € |
| 26 | Particip. et créances rattachées à des particip. | 0 € | 26 | Particip. et créances rattachées à des particip. | 0 € |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0 € | 27 | Autres immobilisations financières | 0 € |
| 020 | Dépenses imprévues d'investissement | 130 € | 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0 € |
| **Total des dépenses financières** | | **130 €** | **Total des recettes financières** | | **0 €** |
| 45..1 | Total des opé. pour compte de tiers | 0 € | 45..2 | Total des opé. pour compte de tiers | 0 € |
| **Total des dépenses réelles d'investissement** | | **2 000 €** | **Total des recettes réelles d'investissement** | | **0 €** |
| | | | 021 | Virement de la section de fonctionnement | 2 000 € |
| 040 | Opérat° ordre transfert entre sections | 0 € | 040 | Opérat° ordre transfert entre sections | 0 € |
| 041 | Opérations patrimoniales | 0 € | 041 | Opérations patrimoniales | 0 € |
| **Total des dépenses d'ordre d'investissement** | | **0 €** | **Total des recettes d'ordre d'investissement** | | **2 000 €** |
| **TOTAL** | | **2 000 €** | **TOTAL** | | **2 000 €** |
| **D001** | **Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé** | 0 € | **R001** | **Solde d'exécution positif reporté ou anticipé** | **0 €** |
| **TOTAL des dépenses d'investissement cumulées** | | **2 000 €** | **TOTAL des recettes d'investissement cumulées** | | **2 000 €** |

| | |
|---|---|
| **AUTOFINANCEMENT PRÉVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT** | **2 000 €** |

PRÉFET
DE L'AISNE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Arrêté n° 2021-51 donnant délégation de signature à M. Patrick OLIVIER, Directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Hauts-de-France,**

**Le Préfet de l'Aisne,**
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

**Vu** le code de commerce ;

**Vu** le code de la consommation ;

**Vu** le code de l'environnement ;

**Vu** le code rural et de la pêche maritime ;

**Vu** la loi du 4 juillet 1837 modifiée relative aux poids et mesures ;

**Vu** la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

**Vu** la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République, notamment ses articles 4 et 6 ;

**Vu** la loi n°2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral ;

**Vu** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

**Vu** le décret n°92-604 du 1er juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;

**Vu** le décret n°97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

**Vu** le décret n°2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de déconcentration ;

**Vu** le décret du Président de la République du 7 novembre 2019 nommant M. Ziad KHOURY, préfet de l'Aisne ;

**Vu** le décret n° 2019-1594 du 31 décembre 2019 relatif aux emplois de direction de l'État ;

**Vu** le décret n° 2020-67 du 30 janvier 2020 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles dans les domaines de l'économie et des finances ;

**Vu** le décret n°2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités et des directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités et des directions départementales de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations ;

**Vu** l'arrêté du 13 janvier 2020 portant diverses mesures de déconcentration de décisions administratives individuelles dans les domaines de compétence du ministre de l'économie et des finances ;

**Vu** l'arrêté du 26 août 2020 relatif aux instruments de mesure ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 10 juin 2021 portant nomination de Monsieur Patrick OLIVIER sur l'emploi de directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Hauts-de-France ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la Préfecture de l'Aisne ;

## ARRÊTE

**Article 1er :** Délégation de signature est donnée à Monsieur Patrick OLIVIER, directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Hauts-de-France pour les décisions, actes et correspondances relevant de la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Hauts-de-France dans les domaines suivants, relevant de la compétence du Préfet de l'Aisne en application du code de la consommation (chapitre Ier du titre II du livre V et chapitre Ier du titre III du livre V) :

- protection économique du consommateur,

- loyauté des transactions et de la conformité des produits et services mis sur le marché, notamment non-conformité à la réglementation d'un produit prélevé établie par l'essai ou l'analyse (article L531-6 du code de la consommation),

- sécurité des consommateurs pour les produits alimentaires, les produits industriels et les prestations de services mis sur le marché.

**Article 2** : Délégation de signature est donnée à Monsieur Patrick OLIVIER, directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Hauts-de-France pour les décisions, actes et correspondances relevant de la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Hauts-de-France dans les domaines suivants, relevant de la compétence du Préfet de l'Aisne en application du code rural et de la pêche maritime (CRPM) :

- régulation concurrentielle des marchés s'agissant du non-respect des obligations relatives au contrat de vente des produits agricoles (article L. 631-24 et suivants du CRPM),

- transaction pour les infractions constatées par un agent placé sous l'autorité du préfet (L205-10 du CRPM).

**Article 3** : Délégation de signature est donnée à Monsieur Patrick OLIVIER, directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Hauts-de-France pour les décisions, actes et correspondances relevant de la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des

solidarités des Hauts-de-France dans les domaines suivants, relevant de la compétence du Préfet de l'Aisne en application du code de l'environnement :

- transaction pour les contraventions et délits prévus et réprimés à l'article L.173-12 du code de l'environnement.

**Article 4** : Délégation de signature est donnée à Monsieur Patrick OLIVIER, directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Hauts-de-France pour les décisions, actes et correspondances relevant de la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Hauts-de-France dans les domaines relevant de la compétence du Préfet de l'Aisne en matière de métrologie légale, précisés en annexe 1.

**Article 5 :** Délégation de signature est donnée à Monsieur Patrick OLIVIER, directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités pour les mémoires et correspondances concernant les saisines juridictionnelles relatives aux sanctions et injonctions prononcées par la DREETS, conformément au code du commerce (articles L.470-1 et L.470-2), au code de la consommation (mesures de police administratives prises en application du chapitre 1e du titre II du livre V et sanctions administratives prises en application du chapitre II du titre II du livre V et du chapitre 1er du titre III du livre V) et à la législation des poids et mesures (article 9 de la loi du 4 juillet 1837).

**Article 6** : Sont exclus de la présente délégation de signature :

– les actes à portée réglementaire,
– les arrêtés portant nomination des membres de commissions et comités régionaux,
– les arrêtés d'ouverture d'enquête publique et tous les arrêtés subséquents,
– les conventions de tous ordres avec des collectivités territoriales ou des établissements publics engageant financièrement l'État,
– les instructions ou circulaires adressées aux collectivités territoriales,
– les réponses aux recours gracieux dans le cadre du contrôle de légalité.

**Article 7** : L'arrêté préfectoral n° 2021-28 du 18 mai 2021 donnant délégation de signature à Monsieur André BOUVET, directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Hauts-de-France est abrogé à compter de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, soit le lendemain de sa publication.

**Article 8** : Le secrétaire général de la préfecture de l'Aisne et le directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aisne.

Fait à Laon, 16 JUIN 2021

Le Préfet de l'Aisne

Ziad KHOURY

Annexe I

| *Nature du pouvoir* | *Références réglementaires* |
|---|---|
| Invitation d'un opérateur économique à mettre un terme à une non-conformité constatée ; ordre de remise en conformité, de rappel ou de retrait du marché d'un instrument de mesure non conforme ; interdiction ou restriction de mise sur le marché, de mise en service ou d'utilisation d'un instrument de mesure non conforme. | Article 5-20<br>du décret du 3 mai 2001 |
| Délivrance de certificat d'examen de type en l'absence d'organisme désigné. | Articles 7 et 8<br>du décret du 3 mai 2001 |
| Autorisation de mise en service d'un nombre limité d'instruments d'un type pour lequel une demande d'examen de type a été présentée. | Article 12<br>du décret du 3 mai 2001 |
| Injonction au titulaire d'un certificat d'examen de type de porter remède aux défauts constatés et de demander un nouvel examen de type ; suspension du bénéfice de la marque d'examen de type et suspension de la mise sur le marché des instruments du type présentant des défauts.<br>Mise en demeure d'un bénéficiaire de certificat d'examen de type de remédier aux défauts constatés sur les instruments en service ; interdiction d'utilisation des instruments restant défectueux. | Article 13<br>du décret du 3 mai 2001 |
| Suspension de la vérification primitive et de la mise sur le marché des instruments d'un modèle donné. | Article 21<br>du décret du 3 mai 2001 |
| Suspension de la mise sur le marché et de la mise en service d'instruments présentant à l'usage un défaut qui les rend impropres à leur destination (instruments ayant fait l'objet d'une approbation CEE de modèle) | IV de l'article 10 du décret du 4 août 1973 |
| Approbation, suspension ou retrait d'approbation des systèmes d'assurance de la qualité des fabricants, réparateurs et installateurs d'instruments de mesure en cas d'absence d'organisme désigné. | Articles 18 et 23<br>du décret du 3 mai 2001 |
| Injonctions aux installateurs d'instruments de mesure. | Article 26<br>du décret du 3 mai 2001 |
| Désignation d'organismes et retrait de désignation d'organismes désignés. | Article 36<br>du décret du 3 mai 2001 |
| Désignation d'organismes pour l'approbation CEE de modèle et pour la vérification primitive CEE | Article 1<br>de l'arrêté du 8 novembre 1973 |

| *Nature du pouvoir* | *Références réglementaires* |
|---|---|
| Décision d'agrément, suspension ou retrait d'agrément, mise en demeure des organismes agréés. | Articles 37 et 39<br>du décret du 3 mai 2001<br>Articles 40 et 43<br>de l'arrêté du 31 décembre 2001<br>Arrêtés du 01/10/1981, du 14/09/1981<br>et du 07/07/2004 |
| Dérogation aux dispositions réglementaires normalement applicables aux instruments de mesures. | Article 41<br>du décret du 3 mai 2001 |
| Attribution, refus d'attribution ou retrait de marque d'identification aux fabricants, réparateurs et installateurs d'instruments de mesure et aux organismes désignés ou agréés. | Article 45<br>de l'arrêté du 31 décembre 2001 |
| Aménagement ou retrait des dispenses de vérification périodique et de vérification après réparation ou modification accordées aux détenteurs d'instruments de mesure. | Article 62.3 de l'arrêté<br>du 31 décembre 2001 |
| Aménagements aux dispositions de vérification de moyens d'essais | Article 5 du décret du 3 mai 2001 et<br>article 3 de l'arrêté du 31 décembre<br>2001 |
| Décision autorisant le contrôle des instruments par leur détenteur | Article 18 de l'arrêté du 6 mars 2007 ;<br>article 25 de l'arrêté du 1er août 2013 ;<br>article 25 de l'arrêté du 21 octobre 2010 |

PRÉFET
DE L'AISNE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

Arrêté n°2021-SENV-001 modifiant l'arrêté cadre du 20 avril 2012 relatif à la mise en place de mesures coordonnées et progressives de limitation des usages de l'eau par bassin versant en cas de sécheresse

**Le Préfet de l'Aisne,**
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

**VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-3, L. 214-7, R. 211-66 à R. 211-70 et R. 216-9 ;

**VU** le code de la santé publique et notamment son article R. 1321-9 ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**VU** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Artois-Picardie approuvé par le Préfet coordonnateur de bassin le 23 novembre 2015 ;

**VU** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Seine-Normandie approuvé par le Préfet coordonnateur de bassin le 1 décembre 2015 ;

**VU** l'arrêté du Préfet coordonnateur de bassin Seine-Normandie du 13 avril 2015 préconisant des mesures coordonnées de gestion sur l'eau sur le réseau hydrographique du bassin Seine-Normandie en période de sécheresse ;

**VU** l'arrêté du Préfet coordonnateur de bassin Artois-Picardie du 25 juillet 2018 préconisant des principes communs de surveillance et de gestion des usages de l'eau en cas de sécheresse ou de pénurie sur le bassin Artois-Picardie ;

**VU** l'arrêté cadre préfectoral du 20 avril 2012 relatif à la mise en place de mesures coordonnées et progressives de limitation des usages de l'eau par bassin versant en cas de sécheresse ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 16 mai 2011 constituant la Mission inter-services de l'eau et de la nature de l'Aisne ;

**VU** l'absence d'éléments reçus lors de la consultation du public organisée du 6 au 26 mai 2021 inclus;

**CONSIDERANT** la nécessité de définir les outils méthodologiques permettant de prescrire des mesures de restriction progressives, adaptées à la situation hydrologique, et cohérentes par bassin versant ;

**CONSIDERANT** la nécessité de préserver en priorité l'alimentation en eau potable des populations ;

**CONSIDERANT** la nécessité de préserver la qualité écologique des cours d'eau ;

**CONSIDERANT** la nécessaire solidarité entre les usagers de l'eau ;

**CONSIDERANT** les études en cours conduites par la Mission inter-services de l'eau et de la nature pour améliorer la gestion quantitative de l'eau en cas de sécheresse ;

**SUR PROPOSITION** du Directeur départemental des territoires de l'Aisne, chef de la Mission inter-services de l'eau et de la nature ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1** :
L'article 1 de l'arrêté cadre du 20 avril 2012 relatif à la mise en place de mesures coordonnées et progressives de limitation des usages de l'eau par bassin versant en cas de sécheresse est remplacé par :

Un comité Ressource en eau est créé, et placé sous la responsabilité du Préfet. Il se réunit au minimum deux fois par an, notamment :

- au printemps, avant même d'atteindre le premier niveau de gravité (vigilance), afin d'évaluer l'état des ressources, (recharge des nappes d'eau souterraine, niveau des cours d'eau (réseau hydrométrique de l'État et observations ONDE), état de remplissage des réservoirs de soutien d'étiage et d'irrigation), d'apprécier le risque de sécheresse et de confirmer la mise à jour de l'arrêté-cadre ;
- en fin de période d'étiage pour établir un bilan du dispositif et des contrôles effectués, pour identifier les actions d'amélioration, notamment celles pouvant amener à la révision de l'arrêté-cadre, avant la prochaine période d'étiage.

Le comité «ressources en eau» comprend au-delà des membres permanents de la Mission inter-services de l'eau et de la nature, y sont invités un représentant de l'Union des maires, l'EPTB Entente Oise Aisne l'EPTB de la Somme, l'EPTB Seine Grands Lacs, un représentant de l'Union des Syndicats d'aménagement et de gestion des milieux aquatiques, un représentant de la Chambre d'agriculture, un représentant de la Chambre de commerce et d'industrie, un représentant de la Chambre des métiers, les représentants des compagnies fermières productrices d'eau potable, un représentant de la Fédération départementale des associations agréées pour la pêche et la protection des milieux aquatiques, un représentant d'une association de consommateurs et un représentant d'une association agréée de protection de l'environnement.
Pour la bonne articulation entre les comités ressources en eau et les instances de concertation pour la gestion structurelle de la ressource, les représentants des CLE des SAGE de l'Escaut, la Haute-Somme, la Sambre, l'Oise moyenne, l'Automne, l'Aisne-Velse-Suippe, le Petit et Grand Morin participent aux comités ressources en eau.

**ARTICLE 2** :

L'article 2 de l'arrêté cadre du 20 avril 2012 relatif à la mise en place de mesures coordonnées et progressives de limitation des usages de l'eau par bassin versant en cas de sécheresse est remplacé par :

Les mesures de restriction prescrites sont mises en œuvre de façon coordonnée sur chacun des bassins versants dont la liste des communes est reprise à l'annexe 1 :

| Bassin versant | Cours d'eau principal |
|---|---|
| Somme | Somme |
| Escaut | Escaut |
| Oise Amont et Sambre | Oise |
| Oise Moyenne et Ailette | Oise |
| Serre | Serre |
| Aisne Aval | Aisne |
| Aisne Amont | Aisne |
| Ourcq | Ourcq |
| Automne | Automne |
| Marne | Marne |
| Petit Morin | Petit Morin |

**ARTICLE 3** :

L'article 3 de l'arrêté cadre du 20 avril 2012 relatif à la mise en place de mesures coordonnées et progressives de limitation des usages de l'eau par bassin versant en cas de sécheresse est remplacé par :

Définitions des stations hydrométriques de référence :

Pour chaque bassin versant à l'article 2, une station hydrométrique est identifiée comme point de référence pour suivre l'évolution de la situation.

| Bassin versant | Station hydrométrique | Localisation (département) |
|---|---|---|
| Somme | Ham | Somme |
| Escaut | Thiant | Nord |
| Oise Amont et Sambre | Flavigny-le Grand et Beaurain | Aisne |
| Oise Moyenne et Ailette | Sempigny | Oise |
| Serre | Mortiers | Aisne |
| Aisne Aval | Soissons | Aisne |
| Aisne Amont | Berry-au-Bac | Aisne |
| Ourcq | Chouy | Aisne |
| Automne | Saintines | Oise |
| Marne | Gournay | Seine-et-Marne |
| Petit Morin | Montmirail | Marne |

**ARTICLE 4** :

L'article 4 de l'arrêté cadre du 20 avril 2012 relatif à la mise en place de mesures coordonnées et progressives de limitation des usages de l'eau par bassin versant en cas de sécheresse est remplacé par :

Pour les bassins versants de la Marne, de l'Aisne aval et de l'Oise moyenne, les seuils retenus sont ceux définis dans l'arrêté cadre de bassin Seine-Normandie du 13 avril 2015.

Pour le bassin versant du Petit Morin et de l'Escaut, les seuils des stations de Montmirail (Petit Morin) et Thiant (Escaut) sont ceux respectivement définis dans l'arrêté préfectoral n°2015/DDT/SEPR/137 modifié par l'arrêté préfectoral 2017/DDT/SEPR/233 définissant les seuils entraînant des mesures de limitation provisoire des usages de l'eau et de surveillance sur les rivières et les aquifères de Seine-et-Marne et dans l'arrêté-cadre interdépartemental du 2 mars 2012 relatif à la mise en place de principes communs de vigilance et de gestion des usages de l'eau en cas d'étiage sévère de la ressource ou de risque de pénurie liés aux épisodes de sécheresse dans les bassins versants des départements du Nord et du Pas-de-Calais.

Pour les autres bassins versants, les seuils sont définis de la façon suivante :

- le seuil de vigilance : $VCN_3$ 5 ans secs mensuels,
- le seuil d'alerte :$VCN_3$ 10 ans secs mensuels,
- le seuil d'alerte renforcée : $VCN_3$ 20 ans secs mensuels,
- le seuil de crise : débits de crise du SDAGE.

Les valeurs de ces seuils figurent en annexe 2. Elles sont actualisées tous les deux ans avec l'aide des Directions régionales de l'environnement et de l'aménagement du logement de bassin.

Lorsque le débit $VCN_3$ mesuré sur l'une des stations visées à l'article 3 franchit un des seuils, les mesures correspondantes reprises dans les annexes 3 à 7 du présent arrêté peuvent être mises en œuvre sur l'ensemble du bassin versant concerné.

L'atteinte d'un seuil est constatée immédiatement et assortie d'une analyse des tendances d'évolution des débits journaliers sur 15 jours.

Ces mesures sont prescrites de façon uniforme sur chacun des bassins versants. Elles peuvent être levées de façon anticipée dès lors que les débits $VCN_3$ dépassent les seuils concernés, pendant une période d'au moins un mois.

**ARTICLE 5.**

Le reste de l'arrêté du 20 avril 2012 relatif à la mise en place de mesures coordonnées et progressives de limitation des usages de l'eau par bassin versant en cas de sécheresse est conservé sans changement.

**ARTICLE 6** : Voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs.

**ARTICLE 7** : Publicité

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Aisne et affiché aux portes des mairies du département.

Des avis seront diffusés dans deux journaux locaux distribués dans le département.

**ARTICLE 9** : Exécution

Le Secrétaire général de la Préfecture, les Sous-Préfets de Château-Thierry, Saint-Quentin, Soissons et Vervins, les maires du département, le Directeur départemental des territoires, le Directeur départemental de la protection des populations, le Directeur général de l'Agence régionale de santé Hauts-de-France, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts de France, le Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'aménagement et des transports d'Ile-de-France, le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de l'Aisne, le Directeur départemental de la sécurité publique et le Directeur régional Hauts-de-France de l'Office français de la biodiversité, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie du présent arrêté sera également adressée :

- au Directeur de l'eau et de la biodiversité,
- au Préfet de la région Ile-de-France, coordonnateur de bassin Seine-Normandie,
- au Préfet de la région Hauts-de-France, coordonnateur de bassin Artois-Picardie.

À Laon, le - 8 JUIN 2021

Le préfet

Ziad KHOURY

## ANNEXE 1

## COMMUNES DU BASSIN VERSANT AISNE AVAL

ACY
AMBLENY
AMBRIEF
AUDIGNICOURT
BAGNEUX
BELLEU
BERNY-RIVIERE
BERZY-LE-SEC
BIEUXY
BILLY-SUR-AISNE
BRAYE
BUCY-LE-LONG
BUZANCY
CHACRISE
CHAVIGNY
CHIVRES-VAL
CLAMECY
COEUVRES-ET-VALSERY
COURMELLES
CROUY
CUFFIES
CUISY-EN-ALMONT
CUTRY
DOMMIERS
DROIZY
EPAGNY
FONTENOY
HARTENNES-ET-TAUX
JUVIGNY
LAFFAUX
LAUNOY
LAVERSINE
LEURY
MAAST-ET-VIOLAINE
MARGIVAL
MERCIN-ET-VAUX
MISSY-AUX-BOIS
MISSY-SUR-AISNE
MONTGOBERT
MONTIGNY-LENGRAIN
MORSAIN
MORTEFONTAINE
MURET-ET-CROUTTES
NAMPTEUIL-SOUS-MURET
NANTEUIL-LA-FOSSE
NEUVILLE-SUR-MARGIVAL
NOUVRON-VINGRE
NOYANT-ET-ACONIN
OSLY-COURTIL
PASLY
PERNANT
PLOISY
POMMIERS
PUISEUX-EN-RETZ
RESSONS-LE-LONG
RETHEUIL
ROZIERES-SUR-CRISE
SACONIN-ET-BREUIL
SAINT-BANDRY
SAINT-CHRISTOPHE-A-BERRY
SAINT-PIERRE-AIGLE
SAINT-THOMAS
SEPTMONTS
SERCHES
SERMOISE
SOISSONS
SOUCY
TAILLEFONTAINE
TARTIERS
TERNY-SORNY
VASSENS
VAUXREZIS
VAUXBUIN
VENIZEL
VEZAPONIN
VIC-SUR-AISNE
VILLEMONTOIRE
VILLENEUVE-SAINT-GERMAIN
VIVIERES
VREGNY
VUILLERY

## COMMUNES DU BASSIN VERSANT AISNE-VESLE-SUIPPE

AGUILCOURT
AIZELLES
AIZY-JOUY
AMIFONTAINE
ARCY-SAINTE-RESTITUE
AUBIGNY-EN-LAONNOIS
AUGY
BAZOCHES-SUR-VESLES
BEAURIEUX
BERRIEUX
BERRY-AU-BAC
BERTRICOURT
BLANZY-LES-FISMES
BOUFFIGNEREUX
BOURG-ET-COMIN
BRAINE
BRAYE-EN-LAONNOIS
BRENELLE
BRUYS
CELLES-SUR-AISNE
CERSEUIL
CHASSEMY
CHAUDARDES
CHAVONNE
CHERY-CHARTREUVE
CIRY-SALSOGNE
CONCEVREUX
CONDE-SUR-AISNE
CONDE-SUR-SUIPPE
CORBENY
COULONGES-COHAN
COURCELLES-SUR-VESLES
COUVRELLES
CRAONNE
CRAONNELLE
CUIRY-HOUSSE
CUIRY-LES-CHAUDARDES
CUISSY-ET-GENY
CYS-LA-COMMUNE
DHUIZEL
DRAVEGNY
EVERGNICOURT
GOUDELANCOURT-LES-BERRIEUX
GUYENCOURT
JOUAIGNES
JUMIGNY
JUVINCOURT-ET-DAMARY
LESGES
LES SEPT VALLONS
LHUYS
LIME
LOR
LOUPEIGNE
MAIZY
LA MALMAISON
MAREUIL-EN-DOLE
MEURIVAL
MONT-NOTRE-DAME
MONT-SAINT-MARTIN
MOULINS
MOUSSY-VERNEUIL
MUSCOURT
NEUFCHATEL-SUR-AISNE
NIZY-LE-COMTE
OEUILLY
ORAINVILLE
OSTEL
OULCHES-LA-VALLEE-FOULON
PAARS
PAISSY
PARGNAN
PIGNICOURT
PONT-ARCY
PONTAVERT
PRESLES-ET-BOVES
PROUVAIS
PROVISEUX-ET-PLESNOY
QUINCY-SOUS-LE-MONT
ROUCY
SAINT-MARD
SAINT-THIBAUT
SANCY-LES-CHEMINOTS
LA SELVE
SERVAL
SOUPIR
TANNIERES
VAILLY-SUR-AISNE
VARISCOURT
VASSENY
VASSOGNE
VAUXTIN
VENDRESSE-BEAULNE
VIEL-ARCY
VILLE-SAVOYE
LA VILLE-AUX-BOIS-LES-PONTAVERT
VILLENEUVE-SUR-AISNE

## COMMUNES DU BASSIN VERSANT AUTOMNE

COYOLLES
HARAMONT
LARGNY- SUR-AUTOMNE
VILLERS-COTTERETS

# COMMUNES DU BASSIN VERSANT ESCAUT

AUBENCHEUL-AUX-BOIS
BEAUREVOIR
BECQUIGNY
BOHAIN-EN-VERMANDOIS
BONY
BRANCOURT-LE-GRAND
LE CATELET
ESTREES
GOUY
GROUGIS
JONCOURT
LEMPIRE
MENNEVRET
MOLAIN
MONTBREHAIN
PREMONT
RAMICOURT
SAINT-MARTIN-RIVIERE
SEBONCOURT
SERAIN
LA VALLEE-MULATRE
VAUX-ANDIGNY
VENDHUILE
WASSIGNY

# COMMUNES DU BASSIN VERSANT MARNE

AZY-SUR-MARNE
BARZY-SUR-MARNE
BEZU-LE-GUERY
BLESMES
BONNEIL
BRASLES
CELLES-LES-CONDE
LA CHAPELLE-SUR-CHEZY
CHARLY
LE CHARMEL
CHARTEVES
CHATEAU-THIERRY
CHEZY-SUR-MARNE
CHIERRY
CONDE-EN-BRIE
CONNIGIS
COUPRU
COURBOIN
COURTEMONT-VARENNES
CREZANCY
CROUTTES-SUR-MARNE
DOMPTIN
DHUYS-ET-MORIN-EN-BRIE
L'EPINE-AUX-BOIS
ESSISES
ESSOMES-SUR-MARNE
ETAMPES-SUR-MARNE
FOSSOY
GLAND
GOUSSANCOURT
JAULGONNE
MEZY-MOULINS
MONTFAUCON
MONTHUREL
MONTIGNY-LES-CONDE
MONTLEVON
MONTREUIL-AUX-LIONS
MONT-SAINT-PERE
NESLES-LA-MONTAGNE
NOGENTEL
NOGENT-L'ARTAUD
PARGNY-LA-DHUYS
PASSY-SUR-MARNE
PAVANT
REUILLY-SAUVIGNY
ROMENY-SUR-MARNE
ROZOY-BELLEVALLE
SAINT-EUGENE
SAULCHERY
TRELOU-SUR-MARNE
VALLEES-EN-CHAMPAGNE
VENDIERES
VERDILLY
VEZILLY
VIELS-MAISONS
VIFFORT
VILLERS-AGRON-AIGUIZY
VILLIERS-SAINT-DENIS

# COMMUNES DU BASSIN VERSANT OISE AMONT

ANY-MARTIN-RIEUX
AUBENTON
AUTREPPES
BARZY-EN-THIERACHE
BEAUME
BERGUES-SUR-SAMBRE
BESMONT
BOUE
LA BOUTEILLE
BUCILLY
BUIRE
BUIRONFOSSE
LA CAPELLE
CHIGNY
CLAIRFONTAINE
CRUPILLY
DORENGT
EFFRY
ENGLANCOURT
EPARCY
ERLOY
ESQUEHERIES
ETREAUPONT
ETREUX
FESMY-LE-SART
LA FLAMENGRIE
FLAVIGNY-LE-GRAND-ET-BEAURAIN
FONTENELLE
FROIDESTREES
GERGNY
GRAND-VERLY
GUISE
HANNAPES
HAUTION
LA HERIE
HIRSON
IRON
LANDOUZY-LA-VILLE
LAVAQUERESSE
LERZY
LESCHELLES
LESQUIELLES-SAINT-GERMAIN
LEUZE
LOGNY-LES-AUBENTON
LUZOIR
MALZY
MARLY-GOMONT
MARTIGNY
MONCEAU-SUR-OISE
MONDREPUIS
MONT-SAINT-JEAN
NEUVE-MAISON
LA NEUVILLE-LES-DORENGT
LE NOUVION-EN-THIERACHE
OHIS
OISY
ORIGNY-EN-THIERACHE
PAPLEUX
PETIT-VERLY
PROISY
RIBEAUVILLE
ROCQUIGNY
ROMERY
SAINT-ALGIS
SAINT-MICHEL
SOMMERON
SORBAIS
LE SOURD
TUPIGNY
LA VALLEE-AU-BLE
VENEROLLES
VILLERS-LES-GUISE
WATIGNY
WIEGE-FATY
WIMY

## COMMUNES DU BASSIN VERSANT OISE MOYENNE

ABBECOURT
ACHERY
ALAINCOURT
ALLEMANT
AMIGNY-ROUY
ANDELAIN
ANIZY-LE-GRAND
ARRANCY
AUDIGNY
AUTREVILLE
BARISIS-AUX-BOIS
BASSOLES-AULERS
BEAUTOR
BENAY
BERNOT
BERTHENICOURT
BESME
BETHANCOURT-EN-VAUX
BICHANCOURT
BIEVRES
BLERANCOURT
BOUCONVILLE-VAUCLAIR
BOURGUIGNON-SOUS-COUCY
BOURGUIGNON-SOUS-MONTBAVIN
BRANCOURT-EN-LAONNOIS
BRISSAY-CHOIGNY
BRISSY-HAMEGICOURT
BRUYERES-ET-MONTBERAULT
BUCY-LES-CERNY
CAILLOUEL-CREPIGNY
CAMELIN
CAUMONT
CERIZY
CERNY-EN-LAONNOIS
CESSIERES-SUZY
CHAILLEVOIS
CHAMOUILLE
CHAMPS
CHARMES
CHATILLON-SUR-OISE
CHAUNY
CHAVIGNON
CHERET
CHERMIZY-AILLES
CHEVREGNY
CHIVY-LES-ETOUVELLES
CLACY-ET-THIERRET
COLLIGIS-CRANDELAIN
COMMENCHON
CONDREN
COUCY-LE-CHATEAU-AUFFRIQUE
COUCY-LA-VILLE
CRECY-AU-MONT
DANIZY
DEUILLET
ETOUVELLES
LA FERE
FILAIN
FOLEMBRAY
FRESNES-SOUS-COUCY
FRIERES-FAILLOUEL
GUIVRY
GUNY
HAUTEVILLE
ITANCOURT
JUMENCOURT
LANDRICOURT
LANISCOURT
LAVAL-EN-LAONNOIS
LEUILLY-SOUS-COUCY
LIERVAL
LIEZ
LY-FONTAINE
MACQUIGNY
MANICAMP
MAREST-DAMPCOURT
MARTIGNY-COURPIERRE
MAYOT
MENNESSIS
MERLIEUX-ET-FOUQUEROLLES
MEZIERES-SUR-OISE
MOLINCHART
MONAMPTEUIL
MONS-EN-LAONNOIS
MONTBAVIN
MONTCHALONS
MONT-D'ORIGNY
MONTHENAULT
MOY-DE-L'AISNE
NEUFLIEUX
LA NEUVILLE-EN-BEINE
NEUVILLE-SUR-AILETTE
NEUVILLETTE
NOUVION-LE-VINEUX
NOYALES
OGNES
ORGEVAL
ORIGNY-SAINTE-BENOITE
PANCY-COURTECON
PARFONDRU
PARGNY-FILAIN
PIERREMANDE
PINON
PLEINE-SELVE
PLOYART-ET-VAURSEINE
PONT-SAINT-MARD
PREMONTRE
PRESLES-ET-THIERNY
PROIX
QUIERZY
QUINCY-BASSE
REGNY
REMIGNY
RIBEMONT
ROYAUCOURT-ET-CHAILVET
SAINT-AUBIN
SAINTE-CROIX
SAINT-GOBAIN
SAINT-PAUL-AUX-BOIS
SELENS
SEPTVAUX
SERVAIS
SERY-LES-MEZIERES
SINCENY
SISSY
TERGNIER
THENELLES
TRAVECY
TROSLY-LOIRE
TRUCY
UGNY-LE-GAY
URCEL
VADENCOURT
VAUCELLES-ET-BEFFECOURT
VAUDESSON
VAUXAILLON
VENDEUIL
VERNEUIL-SOUS-COUCY
VESLUD
VILLEQUIER-AUMONT
VIRY-NOUREUIL
VORGES
WISSIGNICOURT

# COMMUNES DU BASSIN VERSANT OURCQ

ANCIENVILLE
ARMENTIERES-SUR-OURCQ
BELLEAU
BEUGNEUX
BEUVARDES
BEZU-SAINT-GERMAIN
BILLY-SUR-OURCQ
BONNESVALYN
BOURESCHES
BRECY
BRENY
BRUMETZ
BRUYERES-SUR-FERE
BUSSIARES
CHAUDUN
CHEZY-EN-ORXOIS
CHOUY
CIERGES
COINCY
CORCY
COURCHAMPS
COURMONT
CRAMAILLE
LA CROIX-SUR-OURCQ
DAMMARD
DAMPLEUX
EPAUX-BEZU
EPIEDS
ETREPILLY
FAVEROLLES
FERE-EN-TARDENOIS
LA FERTE-MILON
FLEURY
FRESNES-EN-TARDENOIS
GANDELU
GRISOLLES
HAUTEVESNES
LATILLY
LICY-CLIGNON
LONGPONT
LOUATRE
LUCY-LE-BOCAGE
MACOGNY
MARIGNY-EN-ORXOIS
MARIZY-SAINTE-GENEVIEVE
MARIZY-SAINT-MARD
MONNES
MONTGRU-SAINT-HILAIRE
MONTHIERS
MONTIGNY-L'ALLIER
NANTEUIL-NOTRE-DAME
NEUILLY-SAINT-FRONT
NOROY-SUR-OURCQ
OIGNY-EN-VALOIS
OULCHY-LA-VILLE
OULCHY-LE-CHATEAU
PARCY-ET-TIGNY
PASSY-EN-VALOIS
LE PLESSIER-HULEU
PRIEZ
ROCOURT-SAINT-MARTIN
RONCHERES
ROZET-SAINT-ALBIN
GRAND-ROZOY
SAINT-GENGOULPH
SAINT-REMY-BLANZY
SAPONAY
SERGY
SERINGES-ET-NESLES
SILLY-LA-POTERIE
SOMMELANS
TORCY-EN-VALOIS
TROESNES
VEUILLY-LA-POTERIE
VICHEL-NANTEUIL
VIERZY
VILLENEUVE-SUR-FERE
VILLERS-HELON
VILLERS-SUR-FERE

## COMMUNES DU BASSIN VERSANT PETIT MORIN

DHUYS-ET-MORIN-EN-BRIE
L'EPINE-AUX-BOIS
VENDIERES
VIELS-MAISONS

## COMMUNES DU BASSIN VERSANT SERRE

AGNICOURT-ET-SECHELLES
ANGUILCOURT-LE-SART
ARCHON
ASSIS-SUR-SERRE
ATHIES-SOUS-LAON
AULNOIS-SOUS-LAON
LES AUTELS
AUTREMENCOURT
BANCIGNY
BARENTON-BUGNY
BARENTON-CEL
BARENTON-SUR-SERRE
BERLANCOURT
BERLISE
BERTAUCOURT-EPOURDON
BESNY-ET-LOIZY
BOIS-LES-PARGNY
BONCOURT
BOSMONT-SUR-SERRE
BRAYE-EN-THIERACHE
BRIE
BRUNEHAMEL
BUCY-LES-PIERREPONT
BURELLES
CERNY-LES-BUCY
CHALANDRY
CHAMBRY
CHAOURSE
CHATILLON-LES-SONS
CHERY-LES-POUILLY
CHERY-LES-ROZOY
CHEVENNES
CHEVRESIS-MONCEAU
CHIVRES-EN-LAONNOIS
CILLY
CLERMONT-LES-FERMES
COINGT
COLONFAY
COUCY-LES-EPPES
COURBES
COURTRIZY-ET-FUSSIGNY
COUVRON-ET-AUMENCOURT
CRECY-SUR-SERRE
CREPY
CUIRIEUX
CUIRY-LES-IVIERS
DAGNY-LAMBERCY
DERCY
DIZY-LE-GROS
DOHIS
DOLIGNON
EBOULEAU
EPPES
ERLON
LA FERTE-CHEVRESIS
FESTIEUX
FONTAINE-LES-VERVINS
FOURDRAIN
FRANQUEVILLE
FRESSANCOURT
FROIDMONT-COHARTILLE
GERCY
GIZY
GOUDELANCOURT-LES-PIERREPONT
GRANDLUP-ET-FAY
GRANDRIEUX
GRONARD
HARCIGNY
HARY
LE HERIE-LA-VIEVILLE
HOURY
HOUSSET
IVIERS
JEANTES
LAIGNY
LANDIFAY-ET-BERTAIGNEMONT
LANDOUZY-LA-COUR
LAON
LAPPION
LEME
LIESSE-NOTRE-DAME
LISLET
LUGNY
MACHECOURT
MARCHAIS
MARCY-SOUS-MARLE
MARFONTAINE
MARLE
MAUREGNY-EN-HAYE
MESBRECOURT-RICHECOURT
MISSY-LES-PIERREPONT
MONCEAU-LE-NEUF-ET-FAUCOUZY
MONCEAU-LES-LEUPS
MONCEAU-LE-WAAST
MONTAIGU
MONTCORNET
MONTIGNY-LE-FRANC
MONTIGNY-SOUS-MARLE
MONTIGNY-SUR-CRECY
MONTLOUE
MORGNY-EN-THIERACHE
MORTIERS
NAMPCELLES-LA-COUR
LA NEUVILLE-BOSMONT
LA NEUVILLE-HOUSSET
NOIRCOURT
NOUVION-ET-CATILLON
NOUVION-LE-COMTE
PARFONDEVAL
PARGNY-LES-BOIS
PARPEVILLE
PIERREPONT
PLOMION
POUILLY-SUR-SERRE
PRISCES
PUISIEUX-ET-CLANLIEU
RAILLIMONT
REMIES
RENANSART
RENNEVAL
RESIGNY
ROGECOURT
ROGNY
ROUGERIES
ROUVROY-SUR-SERRE
ROZOY-SUR-SERRE
SAINS-RICHAUMONT
SAINT-CLEMENT
SAINT-ERME-OUTRE-ET-RAMECOURT
SAINTE-GENEVIEVE
SAINT-GOBERT
SAINT-NICOLAS-AUX-BOIS
SAINT-PIERRE-LES-FRANQUEVILLE
SAINT-PIERREMONT
SAINTE-PREUVE
SAMOUSSY
SISSONNE
SOIZE
SONS-ET-RONCHERES
SURFONTAINE
TAVAUX-ET-PONTSERICOURT
THENAILLES
THIERNU
LE THUEL
TOULIS-ET-ATTENCOURT
VERNEUIL-SUR-SERRE
VERSIGNY
VERVINS
VESLES-ET-CAUMONT
VIGNEUX-HOCQUET
LA VILLE-AUX-BOIS-LES-DIZY
VILLERS-LE-SEC
VINCY-REUIL-ET-MAGNY
VIVAISE
VOHARIES
VOULPAIX
VOYENNE

## COMMUNES DU BASSIN VERSANT SOMME

AISONVILLE-ET-BERNOVILLE
ANNOIS
ARTEMPS
ATTILLY
AUBIGNY-AUX-KAISNES
BEAUMONT-EN-BEINE
BEAUVOIS-EN-VERMANDOIS
BELLENGLISE
BELLICOURT
BRAY-SAINT-CHRISTOPHE
CASTRES
CAULAINCOURT
CLASTRES
CONTESCOURT
CROIX-FONSOMMES
CUGNY
DALLON
DOUCHY
DURY
ESSIGNY-LE-GRAND
ESSIGNY-LE-PETIT
ETAVES-ET-BOCQUIAUX
ETREILLERS
FAYET
FIEULAINE
FLAVY-LE-MARTEL
FLUQUIERES
FONSOMME
FONTAINE-LES-CLERCS
FONTAINE-NOTRE-DAME
FONTAINE-UTERTE
FORESTE
FRANCILLY-SELENCY
FRESNOY-LE-GRAND
GAUCHY
GERMAINE
GIBERCOURT
GRICOURT
GRUGIES
HAPPENCOURT
HARGICOURT
HARLY
HINACOURT
HOLNON
HOMBLIERES
JEANCOURT
JUSSY
LANCHY
LEHAUCOURT
LESDINS
LEVERGIES
MAGNY-LA-FOSSE
MAISSEMY
MARCY
MESNIL-SAINT-LAURENT
MONTESCOURT-LIZEROLLES
MONTIGNY-EN-ARROUAISE
MORCOURT
NAUROY
NEUVILLE-SAINT-AMAND
OLLEZY
OMISSY
PITHON
PONTRU
PONTRUET
REMAUCOURT
ROUPY
ROUVROY
SAINT-QUENTIN
SAINT-SIMON
SAVY
SEQUEHART
SERAUCOURT-LE-GRAND
SOMMETTE-EAUCOURT
TREFCON
TUGNY-ET-PONT
URVILLERS
VAUX-EN-VERMANDOIS
VENDELLES
LE VERGUIER
VERMAND
VILLERET
VILLERS-SAINT-CHRISTOPHE

- 8 JUIN 2021

**VU POUR ETRE ANNEXE A MON ARRETE DU**

ANNEXE 2

SEUILS DE SECHERESSE DES BASSINS VERSANTS DU DEPARTEMENT DE L'AISNE

Le VCN3, calculé pour la station hydrométrique de référence, permet de caractériser une situation d'étiage sévère sur une courte période. C'est le débit moyen minimal mensuel calculé sur 3 jours consécutifs. Ce débit est associé à une fréquence de retour qui exprime la probabilité que cet événement soit atteint ou dépassé chaque année. Par exemple le VCN3 décennal pour un mois donné a, chaque année, une chance sur 10 d'être atteint ou dépassé.

| | | | | | Seuils Janvier en m³/s | | | | Seuils Février en m3/s | | | | Seuils Mars en m3/s | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Bassin Versant | Rivière | Station référence | Dpt | Seuil vigilance | Seuil alerte | Seuil alerte renforcée | Seuils Crise | Seuil vigilance | Seuil alerte | Seuil alerte renforcée | Seuils Crise | Seuil vigilance | Seuil alerte | Seuil alerte renforcée | Seuils Crise |
| AISNE | Somme | Somme | Ham | 80 | 1,20 | 0,97 | 0,80 | 0,530 | 1,40 | 1,20 | 0,97 | 0,530 | 1,70 | 1,40 | 1,20 | 0,530 |
| | Escaut | Ecaillon | Thiant | 59 | 0.74 | 0,63 | 0,55 | | 0,82 | 0,70 | 0,62 | | 0,84 | 0,72 | 0,63 | |
| | Oise | Serre | Mortiers | 02 | 4,10 | 3,40 | 2,90 | 1,40 | 4,80 | 3,90 | 3,30 | 1,40 | 5,00 | 4,20 | 3,70 | 1,40 |
| | | Oise | Sempigny | 60 | 19,00 | 9,90 | 5,60 | 4,60 | 23,00 | 15,00 | 7,97 | 4,60 | 23,00 | 15,00 | 9,29 | 4,60 |
| | | Oise | Flavigny | 2 | 5,60 | 4,60 | 4,00 | | 6,00 | 4,90 | 4,10 | | 5,20 | 4,50 | 4,00 | |
| | | Aisne | Soissons | 02 | 39,00 | 23,00 | 11,00 | 6,00 | 52,00 | 41,00 | 32,10 | 6,00 | 52,00 | 41,00 | 32,00 | 6,00 |
| | | Aisne | Berry au Bac (Bras Principal) | 02 | 7,20 | 4,00 | 2,50 | 0,22 | 13,00 | 8,20 | 5,70 | 0,22 | 15,00 | 11,00 | 8,10 | 0,22 |
| | | Automne | *Saintines* | 60 | 1,60 | 1,50 | 1,40 | 0,83 | 1,70 | 1,60 | 1,50 | 0,83 | 1,70 | 1,54 | 1,45 | 0,83 |
| | Ourcq | Ourcq | *Chouy* | 02 | 1,30 | 1,10 | 0,96 | 0,53 | 1,40 | 1,20 | 1,10 | 0,53 | 1,40 | 1,20 | 1,10 | 0,53 |
| | Marne | Petit Morin | *Montmirail* | 51 | 0,57 | 0,49 | 0,42 | 0,36 | 0,57 | 0,49 | 0,42 | 0,36 | 0,57 | 0,49 | 0,42 | 0,36 |
| | | Marne | Gournay sur Marne | 77 | 32,00 | 23,00 | 20,00 | 17,00 | 32,00 | 23,00 | 20,00 | 17,00 | 32,00 | 23,00 | 20,00 | 17,00 |

| | | | | | Seuils Avril en m3/s | | | | Seuils Mai en m3/s | | | | Seuils Juin en m3/s | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Bassin Versant | Rivière | Station référence | Dpt | Seuil vigilance | Seuil alerte | Seuil alerte renforcée | Seuils Crise | Seuil vigilance | Seuil alerte | Seuil alerte renforcée | Seuils Crise | Seuil vigilance | Seuil alerte | Seuil alerte renforcée | Seuils Crise |
| AISNE | Somme | Somme | Ham | 80 | 1,50 | 1,20 | 1,10 | 0,530 | 1,10 | 0,92 | 0,78 | 0,530 | 0,81 | 0,66 | 0,55 | 0,530 |
| | Escaut | Ecaillon | Thiant | 59 | 0,85 | 0,74 | 0,66 | | 0,77 | 0,68 | 0,61 | | 0,68 | 0,60 | 0,54 | |
| | Oise | Serre | Mortiers | 02 | 4,90 | 4,20 | 3,70 | 1,40 | 4,10 | 3,50 | 3,10 | 1,40 | 3,40 | 2,90 | 2,50 | 1,40 |
| | | Oise | Sempigny | 60 | 19,00 | 12,00 | 8,50 | 4,60 | 16,00 | 11,00 | 7,76 | 4,60 | 12,00 | 9,50 | 7,27 | 4,60 |
| | | Oise | Flavigny | 2 | 3,40 | 3,00 | 2,70 | | 2,90 | 2,50 | 2,30 | | 2,30 | 1,90 | 1,60 | |
| | | Aisne | Soissons | 02 | 32,00 | 30,00 | 25,00 | 6,00 | 28,00 | 20,00 | 14,70 | 6,00 | 18,00 | 14,00 | 10,10 | 6,00 |
| | | Aisne | Berry au Bac (Bras Principal) | 02 | 5,40 | 3,10 | 2,00 | 0,22 | 2,60 | 1,50 | 0,97 | 0,22 | 1,60 | 1,00 | 0,68 | 0,22 |
| | | Automne | *Saintines* | 60 | 1,60 | 1,50 | 1,40 | 0,83 | 1,30 | 1,20 | 1,10 | 0,83 | 1,10 | 1,00 | 0,93 | 0,83 |
| | Ourcq | Ourcq | *Chouy* | 02 | 1,20 | 1,10 | 0,98 | 0,53 | 0,99 | 0,88 | 0,79 | 0,53 | 0,79 | 0,69 | 0,63 | 0,53 |
| | Marne | Petit Morin | *Montmirail* | 51 | 0,57 | 0,49 | 0,42 | 0,36 | 0,57 | 0,49 | 0,42 | 0,36 | 0,57 | 0,49 | 0,42 | 0,36 |
| | | Marne | Gournay sur Marne | 77 | 32,00 | 23,00 | 20,00 | 17,00 | 32,00 | 23,00 | 20,00 | 17,00 | 32,00 | 23,00 | 20,00 | 17,00 |

ANNEXE 2

SEUILS DE SECHERESSE DES BASSINS VERSANTS DU DEPARTEMENT DE L'AISNE

Le VCN3, calculé pour la station hydrométrique de référence, permet de caractériser une situation d'étiage sévère sur une courte période. C'est le débit moyen minimal mensuel calculé sur 3 jours consécutifs. Ce débit est associé à une fréquence de retour qui exprime la probabilité que cet événement soit atteint ou dépassé chaque année. Par exemple le VCN3 décennal pour un mois donné a, chaque année, une chance sur 10 d'être atteint ou dépassé.

| | | | | | Seuils Juillet en m3/s | | | | Seuils Août en m3/s | | | | Seuils Septembre en m3/s | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Bassin Versant | Rivière | Station référence | Dpt | Seuil vigilance | Seuil alerte | Seuil alerte renforcée | Seuils Crise | Seuil vigilance | Seuil alerte | Seuil alerte renforcée | Seuils Crise | Seuil vigilance | Seuil alerte | Seuil alerte renforcée | Seuils Crise |
| AISNE | Somme | Somme | Ham | 80 | 0,77 | 0,66 | 0,58 | 0,530 | 0,77 | 0,65 | 0,58 | 0,530 | 0,72 | 0,62 | 0,54 | 0,530 |
| | Escaut | Ecaillon | Thiant | 59 | 0,59 | 0,50 | 0,44 | | 0,57 | 0,49 | 0,43 | | 0,55 | 0,47 | 0,42 | |
| | Oise | Serre | Mortiers | 02 | 2,80 | 2,30 | 2,00 | 1,40 | 2,40 | 2,00 | 1,70 | 1,40 | 2,20 | 1,80 | 1,60 | 1,40 |
| | | Oise | Sempigny | 60 | 9,40 | 6,70 | 5,60 | 4,60 | 9,40 | 6,70 | 5,60 | 4,60 | 9,40 | 6,70 | 5,60 | 4,60 |
| | | Ose | Flavigny | 2 | 2,10 | 1,90 | 1,70 | | 2,00 | 1,90 | 1,70 | | 2,00 | 1,80 | 1,70 | |
| | | Aisne | Soissons | 02 | 18,00 | 11,00 | 7,60 | 6,00 | 18,00 | 11,00 | 7,60 | 6,00 | 18,00 | 11,00 | 7,60 | 6,00 |
| | | Aisne | Berry au Bac (Bras Principal) | 02 | 1,20 | 0,77 | 0,56 | 0,22 | 0,84 | 0,55 | 0,39 | 0,22 | 0,89 | 0,60 | 0,43 | 0,22 |
| | | Automne | *Saintines* | 60 | 1,00 | 0,92 | 0,84 | 0,83 | 1,00 | 0,94 | 0,87 | 0,83 | 1,20 | 1,10 | 1,00 | 0,83 |
| | Ourcq | Ourcq | *Chouy* | 02 | 0,74 | 0,66 | 0,61 | 0,53 | 0,71 | 0,64 | 0,59 | 0,53 | 0,69 | 0,61 | 0,56 | 0,53 |
| | Marne | Petit Morin | *Montmirail* | 51 | 0,57 | 0,49 | 0,42 | 0,36 | 0,57 | 0,49 | 0,42 | 0,36 | 0,57 | 0,49 | 0,42 | 0,36 |
| | | Marne | Gournay sur Marne | 77 | 32,00 | 23,00 | 20,00 | 17,00 | 32,00 | 23,00 | 20,00 | 17,00 | 32,00 | 23,00 | 20,00 | 17,00 |

| | | | | | Seuils Octobre en m3/s | | | | Seuil Novembre en m3/s | | | | Seuil Décembre en m3/s | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Bassin Versant | Rivière | Station référence | Dpt | Seuil vigilance | Seuil alerte | Seuil alerte renforcée | Seuils Crise | Seuil vigilance | Seuil alerte | Seuil alerte renforcée | Seuils Crise | Seuil vigilance | Seuil alerte | Seuil alerte renforcée | Seuils Crise |
| AISNE | Somme | Somme | Ham | 80 | 0,77 | 0,66 | 0,58 | 0,530 | 0,77 | 0,63 | 0,54 | 0,530 | 0,99 | 0,83 | 0,72 | 0,530 |
| | Escaut | Ecaillon | Thiant | 59 | 0,56 | 0,49 | 0,44 | | 0,61 | 0,53 | 0,47 | | 0,67 | 0,56 | 0,49 | |
| | Oise | Serre | Mortiers | 02 | 2,20 | 1,90 | 1,70 | 1,40 | 2,40 | 2,10 | 1,80 | 1,40 | 2,80 | 2,30 | 1,90 | 1,40 |
| | | Oise | Sempigny | 60 | 9,40 | 6,70 | 5,60 | 4,60 | 10,00 | 6,70 | 5,60 | 4,60 | 14,00 | 8,00 | 5,60 | 4,60 |
| | | Oise | Flavigny | | 2,20 | 1,90 | 1,80 | | 2,60 | 2,10 | 1,80 | | 4,20 | 3,60 | 3,10 | |
| | | Aisne | Soissons | 02 | 18,00 | 11,00 | 7,60 | 6,00 | 18,00 | 11,00 | 7,60 | 6,00 | 24,00 | 13,00 | 7,60 | 6,00 |
| | | Aisne | Berry au Bac (Bras Principal) | | 0,83 | 0,51 | 0,35 | 0,22 | 0,84 | 0,44 | 0,26 | 0,22 | 2,20 | 1,10 | 0,68 | 0,22 |
| | | Automne | *Saintines* | 60 | 1,40 | 1,25 | 1,17 | 0,83 | 1,60 | 1,50 | 1,40 | 0,83 | 1,60 | 1,50 | 1,40 | 0,83 |
| | Ourcq | Ourcq | *Chouy* | 02 | 0,74 | 0,66 | 0,60 | 0,53 | 0,93 | 0,82 | 0,75 | 0,53 | 1,00 | 0,89 | 0,79 | 0,53 |
| | Marne | Petit Morin | *Montmirail* | 51 | 0,57 | 0,49 | 0,42 | 0,36 | 0,57 | 0,49 | 0,42 | 0,36 | 0,57 | 0,49 | 0,42 | 0,36 |
| | | Marne | Gournay sur Marne | 77 | 32,00 | 23,00 | 20,00 | 17,00 | 32,00 | 23,00 | 20,00 | 17,00 | 32,00 | 23,00 | 20,00 | 17,00 |

Ziad KHOURY

VU POUR ETRE ANNEXE A MON ARRETE EN DATE DU - 8 JUIN 2021

## ANNEXE 3 : MESURES DE SUIVI

L'observatoire national des étiages (ONDE) commun à l'ensemble des départements comporte 31 stations dans le département de l'Aisne qui font l'objet d'un suivi mensuel au plus près du 25 de chaque mois à plus ou moins deux jours sur la période de mai à septembre.

**Mesures susceptibles d'être prescrites dès franchissement du seuil de vigilance**

- L'observatoire national des étiages est susceptible d'être activé avant le mois de mai et après le mois de septembre par bassin hydrographique du département dès le franchissement du seuil de vigilance à raison d'un suivi mensuel au plus près du 25 du mois.

**Mesures susceptibles d'être prescrites dès franchissement du seuil d'alerte renforcée**

S'ajoutent aux mesures précédentes les mesures suivantes :

- Le suivi des stations de l'observatoire national des étiages sur les bassins hydrographiques placés en alerte renforcée est susceptible d'être renforcé à raison d'un relevé mensuel supplémentaire au plus près du 10 de chaque mois à plus ou moins deux jours.

**VU POUR ETRE ANNEXE A MON ARRETE DU** - 8 JUIN 2021

Le Préfet de l'Aisne

Ziad KHOURY

## ANNEXE 4 : MESURES GENERALES

**Mesures susceptibles d'être prescrites dès franchissement du seuil de vigilance**

- Les particuliers sont invités, individuellement, à réaliser des économies d'eau dans tous les usages qu'ils en font.

- L'alimentation en eau des fontaines publiques en circuit ouvert est interdite.

**Mesures susceptibles d'être prescrites dès franchissement du seuil d'alerte**

- L'arrosage des pelouses implantées depuis plus d'un an, des espaces verts publics et privés, des arbustes est interdit.

- L'arrosage des jardins potagers, des jardinières, des plates bandes fleuries publiques est autorisé à condition qu'il soit géré de manière économique et s'effectue avant 10 heures ou après 18 heures.

- Le lavage des véhicules est interdit, sauf dans les stations de lavage professionnelles.

  Cette interdiction ne concerne pas les véhicules ayant une obligation réglementaire (véhicules sanitaires ou alimentaires) ou technique (bétonnière, ...) et pour les organismes d'intervention d'urgence ou de sécurité.

- Le nettoyage des chaussées, caniveaux, surfaces extérieures imperméabilisées (terrasses) et façades doit être limité aux besoins strictement nécessaires pour assurer l'hygiène et la salubrité publiques. L'utilisation de l'eau à des fins de travaux reste autorisée, à condition qu'elle soit réalisée de façon économe.

- L'arrosage des terrains de sport, des stades et des golfs, est interdit de 10 heures à 18 heures. En dehors de cette plage horaire, il est limité au strict minimum permettant le maintien ou la restauration de la végétation et le déroulement des compétitions en toute sécurité. Il est réalisé exclusivement sur les parties nécessaires à l'activité des sportifs.

- Le remplissage des piscines privées est interdit.

  Cette disposition ne s'applique pas aux piscines maçonnées en cours de construction, aux usages thérapeutiques sur prescription médicale, ni aux pisciculteurs agréés.

  Le remplissage initial des piscines par un volume d'eau inférieur à 1 m³ reste autorisé et la mise à niveau de celles-ci doit être gérée dans un souci d'économie de la ressource.

- Le remplissage des piscines publiques reste autorisé.

- Le remplissage des plans d'eau, des étangs et des bassins est interdit, excepté pour les activités commerciales.

- La vidange des plans d'eau est interdite.

- Le faucardage des cours d'eau est interdit au-delà du tiers central du lit mineur.

- Les travaux ou ouvrages à réaliser dans le lit mineur en eau d'un cours d'eau (curages, barrages, déviations, terrassements...) ainsi que les travaux nécessitant des rejets non traités sont interdits. Cette interdiction ne concerne pas les travaux ordonnés par le Préfet en application d'une mesure de police administrative.

- Pour les travaux visés ci-dessus et dont le report serait préjudiciable, une autorisation exceptionnelle peut être délivrée par le service en charge de la police des eaux (DDT ou DRIEE).

Les demandes doivent être adressées par le maître d'ouvrage, en deux exemplaires, au moins quinze jours avant la date prévisible de commencement des travaux et comporter une description précise des travaux ainsi que les mesures prises pour protéger la ressource en eau et les milieux aquatiques. Le service en charge de la police de l'eau peut exiger le report de ces travaux ou imposer des prescriptions de réalisation sans que le pétitionnaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

- Tout prélèvement dans un cours d'eau ou sa nappe d'accompagnement doit permettre de maintenir, en aval de l'ouvrage de prélèvement, un débit permettant d'assurer le maintien de bonnes conditions de salubrité et la préservation des écosystèmes aquatiques. Lorsque ces conditions ne sont plus réunies, tout prélèvement est interdit.

- Les Voies navigables de France prendront toutes mesures adaptées pour limiter les prélèvements en eau destinés à la navigation fluviale, en tenant compte de la situation hydrologique et des cotes d'eau mesurées dans les biefs. Le regroupement des bateaux pour le passage aux écluses est privilégié.

- Tous les exploitants de barrages installés sur les rivières ou canaux, exceptés ceux qui participent au soutien d'étiage, doivent obtenir l'accord préalable du service chargé de la police de l'eau avant toute manœuvre ayant une incidence sur la ligne d'eau et sur le débit du cours d'eau concerné. La copie des décisions visant à accepter les manœuvres sollicitées est adressée à la DRIEE Ile-de-France.

- Les usages de l'eau destinés à assurer la sécurité civile (lutte contre l'incendie notamment) par les autorités habilitées restent autorisés sans restriction. Néanmoins, lorsque cela est possible, les exercices sont reportés à une date ultérieure.

- L'utilisation des eaux de récupération de pluie reste autorisée sans restriction, sous réserve des contraintes sanitaires liées à leur utilisation.

**Mesures susceptibles d'être prescrites dès franchissement du seuil d'alerte renforcée**

S'ajoutent aux mesures précédentes les mesures suivantes :

- Les prélèvements effectués pour l'alimentation des canaux sont réduits au minimum exigé par la sécurité des ouvrages et des berges et sont soumis à autorisation du service chargé de la police des eaux. Si nécessaire, ils peuvent être interdits.

- Les Voies Navigables de France prennent des mesures adaptées selon l'évolution de la cote d'eau mesurée dans les biefs, telles que le regroupement des bateaux, des restrictions d'enfoncement sur les biefs navigués ou encore l'arrêt de la navigation.

- L'arrosage des jardins potagers, des jardinières, des plates bandes fleuries publiques est interdit de 8 heures à 20 heures.

- L'arrosage des terrains de sport et des stades est interdit.

- L'arrosage des golfs est interdit de 8 heures à 20 heures. En dehors de cette plage horaire, il est strictement limité au green.

- Les loisirs nautiques en eau libre peuvent être limités ou interdits, pour des raisons sanitaires ou environnementales.

- L'activité de pêche peut être restreinte ou interdite.

- Le lavage des véhicules est interdit sauf dans les stations professionnelles équipées d'économiseurs d'eau ou de lavage haute pression.

**Mesures susceptibles d'être prescrites dès franchissement du seuil de crise**

S'ajoutent aux mesures précédentes les mesures suivantes :

- Tout arrosage, y compris celui des golfs est interdit.

**VU POUR ETRE ANNEXE A MON ARRETE DU** - 8 JUIN 2021

Le Préfet de l'Aisne

Ziad KHOURY

## ANNEXE 5 : MESURES SPECIFIQUES AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES

- Les collectivités compétentes en matière d'alimentation en eau potable sont invitées à engager des recherches de fuites sur les réseaux.

**Mesures susceptibles d'être prescrites dès franchissement du seuil de vigilance**

- Les maires des communes du département et présidents de syndicats d'alimentation en eau potable ou d'assainissement signalent à la Préfecture de l'Aisne tout risque prévisible de rupture de l'alimentation en eau potable, le plus tôt dans la saison, ainsi que les problèmes majeurs de salubrité et de dégradation des écosystèmes aquatiques liés à la sécheresse, afin que les mesures correctives appropriées soient rapidement mises en œuvre.

- Les collectivités locales compétentes en matière d'assainissement renforcent le dispositif de suivi et de surveillance de leurs systèmes d'assainissement (réseaux et stations de traitement) afin d'éviter toute pollution accidentelle. Toutes dispositions seront prises pour éviter le rejet dans le milieu naturel de boues ou d'eaux non conformes aux prescriptions réglementaires ou insuffisamment traitées pour permettre le maintien de bonnes conditions de salubrité ou la préservation des écosystèmes aquatiques.

- Les collectivités compétentes en matière d'alimentation en eau potable sont invitées à engager des recherches de fuites sur les réseaux.

**Mesures susceptibles d'être prescrites dès franchissement du seuil d'alerte**

S'ajoutent aux mesures précédentes les mesures suivantes :

- Les vidanges des piscines publiques et la purge des réseaux sont interdites et doivent être reportées à une date ultérieure. Cette interdiction ne s'applique pas aux opérations rendues nécessaires par des problèmes sanitaires, après accord de l'ARS.

- Les travaux sur les usines d'eau et sur les interconnexions de réseaux d'alimentation en eau potable, ainsi que les chômages sur les canaux et rivières sont reportés à une date ultérieure. Seuls les travaux d'urgence sont autorisés. Ceux-ci sont déclarés simultanément pour information à l'ARS Nord-Pas-de-Calais (pour le bassin de la Somme) ou à l'ARS Ile-de-France (pour les autres bassins) et pour avis à l'ARS Picardie.

- Les travaux d'entretien nécessitant un arrêt provisoire des installations de traitement des eaux usées ou susceptibles de provoquer des départs de boues ou d'effluents non traités dans le milieu naturel, sont interdits et doivent être reportés à une date ultérieure.

**Mesures susceptibles d'être prescrites dès franchissement du seuil d'alerte renforcée**

S'ajoutent aux mesures précédentes les mesures suivantes :

- Les prélèvements dans les eaux superficielles ou une nappe alluviale destinés à l'alimentation en eau potable peuvent être réduits.

**VU POUR ETRE ANNEXE A MON ARRETE DU** - 8 JUIN 2021

Le Préfet de l'Aisne

Ziad KHOURY

## ANNEXE 6 : MESURES SPECIFIQUES AUX EXPLOITANTS AGRICOLES

**Mesures susceptibles d'être prescrites avant le 1er juin sur l'ensemble du département dès le franchissement du seuil de vigilance sur au moins un des bassins versants ou à la demande expresse de la Chambre d'agriculture**

- L'irrigant tient à jour un carnet d'irrigation retraçant de façon **hebdomadaire** la totalité des arrosages effectués sur toutes ses cultures ; ce carnet d'irrigation, rempli chaque semaine, doit permettre une utilisation économe de l'eau.

  Les informations devant figurer **obligatoirement** sur le carnet sont les suivantes :

  - volumes prélevés et index du compteur,
  - jours et nombre d'heures de pompage,
  - type de culture irriguée,
  - incidents survenus dans l'exploitation de l'installation ou le comptage des prélèvements, notamment arrêt de pompage,
  - entretien, contrôle, remplacement du compteur volumétrique.

  Ce document doit être présenté par l'exploitant à tout agent chargé du contrôle des dispositions de l'arrêté de limitation des usages de l'eau.

- L'irrigation doit être conduite de telle façon qu'il n'en résulte aucun écoulement ou ruissellement en dehors du champ d'arrosage, en particulier sur les routes, chemins et fossés.

- L'épandage d'effluents liquides, provenant en particulier de certaines industries agro-alimentaires, reste autorisé sans restriction.

- **L'irrigation est interdite le dimanche de 10 heures à 18 heures.**

- Les prélèvements d'eaux superficielles ou souterraines, à des fins d'irrigation, sont soumis à des restrictions en volume.

- Chaque irrigant peut prélever, du 1er janvier au 31 décembre, dans la limite d'un volume maximum annuel calculé à partir de son assolement irrigable et des types de sols de son exploitation.

  Ce volume est calculé individuellement par chaque exploitant à partir de l'imprimé de l'annexe 8. Cet imprimé est ensuite adressé à la Chambre d'agriculture avant le 15 avril, qui le transmet ensuite à la Direction départementale des territoires dans les meilleurs délais. A défaut, toute irrigation est interdite.

  La superficie de l'assolement à partir duquel est calculé le volume maximum annuel est plafonnée par la superficie maximum irrigable sur l'exploitation, définie à l'annexe 8.

  La référence utilisée pour la détermination du type de sol est la carte des sols du département de l'Aisne.

  Ce volume peut être réparti librement par l'agriculteur sur ses différentes cultures à irriguer.

  Ce volume est utilisable sous réserve de sa compatibilité avec les débits et volumes de prélèvements maxima définis par la réglementation en vigueur.

  **Un exploitant n'ayant le bénéfice d'aucune autorisation ou récépissé de déclaration au titre de la loi sur l'eau, relative aux prélèvements d'eau, ne peut pas prélever. Il en est de même des exploitants qui n'auraient pas équipé tous leurs ouvrages de prélèvement de moyens de comptage des volumes prélevés.**

  La somme des volumes maximum de l'année est plafonnée à 13.500.000 $m^3$ dans le département.

Lorsque la somme des volumes sollicités dépasse ce plafond, les volumes individuels sont révisés afin de ramener cette somme au plafond.

**Mesures susceptibles d'être prescrites dès franchissement du seuil d'alerte**

S'ajoutent aux mesures précédentes les mesures suivantes :

- Les prélèvements pour l'irrigation des cultures font l'objet de restrictions horaires telles qu'elles sont indiquées dans le tableau ci-dessous. **Les cultures sous serre ne sont pas soumises à ces restrictions**.

**Mesures susceptibles d'être prescrites dès franchissement du seuil d'alerte renforcée**

S'ajoutent aux mesures précédentes les mesures suivantes :

- Les prélèvements pour l'irrigation des cultures font l'objet de restrictions horaires telles qu'elles sont indiquées dans le tableau ci-dessous. **Les cultures sous serre ne sont pas soumises à ces restrictions**.

**Mesures susceptibles d'être prescrites dès franchissement du seuil de crise**

- Tous les prélèvements pour l'irrigation des cultures sont interdits.

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">Mesures susceptibles d'être prescrites en complément de la gestion volumétrique, applicables aux prélèvements situés dans les communes où l'atteinte des seuils a été constatée.</td></tr>
<tr><td>- Seuil de vigilance</td><td colspan="2">Irrigation interdite le dimanche de 10h à 18h.</td></tr>
<tr><td>- Seuil d'alerte</td><td><u>Cultures spécialisées</u><br><br>Irrigation interdite le samedi et le dimanche de 10h à 18h à partir de prélèvements par forages.<br><br>Irrigation interdite le mercredi, le samedi et le dimanche de 10h à 18h à partir de prélèvements dans les eaux superficielles.</td><td><u>Autres cultures.</u><br><br>Irrigation interdite tous les jours de 10h à 18h à partir de prélèvements par forages.<br><br>Irrigation interdite du mardi au vendredi de 10h à 18h et du samedi à 10h au lundi à 18h à partir de prélèvements dans les eaux superficielles.</td></tr>
<tr><td>- Seuil d'alerte renforcée</td><td><u>Cultures spécialisées</u><br><br>Irrigation interdite le mercredi, le samedi et le dimanche de 10h à 18h à partir de prélèvements par forages.<br><br>Irrigation interdite à partir de prélèvements dans les eaux superficielles.</td><td><u>Autres cultures.</u><br><br>Irrigation interdite.</td></tr>
<tr><td>- Seuil de crise</td><td colspan="2">Irrigation interdite.</td></tr>
</table>

Les cultures spécialisées sont les suivantes :

- arboriculture,
- asperge,
- endive,
- épinard,
- productions sous serre,
- fruits rouges,
- haricot,
- haricot deuxième culture,
- jeune carotte,
- maraîchage hors serre,
- oignons,
- pois de conserve,
- pois deuxième culture,
- pomme de terre de consommation,
- pomme de terre fécule,
- pommes de terre : plants et primeurs,
- scorsonère,
- tabac,
- tomate.

Dans le cas où la gestion volumétrique n'aurait pas été mise en place avant le 1er juin, les prélèvements pour l'irrigation des cultures peuvent faire l'objet de restrictions plus importantes en cas de franchissement des seuils.

**VU POUR ETRE ANNEXE A MON ARRETE DU** - 8 JUIN 2021

Le Préfet de l'Aisne

Ziad KHOURY

## ANNEXE 7 : MESURES SPECIFIQUES AUX INDUSTRIELS

**Mesures susceptibles d'être prescrites dès franchissement du seuil de vigilance**

- Les activités industrielles et commerciales limitent au strict nécessaire leur consommation d'eau.

- Le suivi particulier des dispositifs de traitement des eaux est renforcé par les exploitants pour éviter toute pollution accidentelle. Toutes dispositions seront prises pour éviter tout rejet au milieu récepteur superficiel d'eaux insuffisamment ou non traitées et non conformes aux prescriptions réglementaires.

- Les activités soumises à autorisation au titre de la nomenclature des Installations classée pour la protection de l'environnement doivent respecter les mesures contenues dans leurs arrêtés d'autorisation ou arrêtés complémentaires fixant des mesures spécifiques pour économiser l'eau en relation à l'impact de leurs rejets d'eaux résiduaires sur le milieu naturel.

**VU POUR ETRE ANNEXE A MON ARRETE DU** - 8 JUIN 2021

Le Préfet de l'Aisne

Ziad KHOURY

Direction départementale
des territoires

Service Environnement

# ANNEXE 8
# CALCUL DE VOLUME D'EAU POUR L'IRRIGATION

**ANNEE .....**

Ce formulaire doit être adressé à la Chambre d'agriculture, **impérativement avant le 15 mai de l'année**
Passé ce délai, seuls les exploitants ayant adressé ce formulaire ont le droit d'irriguer. Attention : toutes les informations demandées ont un caractère obligatoire.
**Seuls les formulaires complets et lisibles pourront être pris en compte.**

Nom de l'exploitant ou de la société : .....

Numéro PACAGE : ..... Numéro préleveur Agence de l'eau : ..... Numéro SIREN : .....

Adresse postale : .....

Numéro de téléphone : ..... Numéro de fax : .....

**********

**Je déclare exploiter à mon nom les points de prélèvements suivants pour la campagne d'irrigation :**

| Ouvrages | Commune d'implantation et lieu-dit | Parcelle cadastrale d'implantation | Type de prélèvement R : rivière N : nappe | Index du compteur avant le début de la campagne d'irrigation | Date de l'arrêté ou du récépissé au titre de la loi sur l'eau | Débit maximal autorisé en m³/h | Volume annuel autorisé* (m³/an) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| N° 1 | | | | | | | |
| N° 2 | | | | | | | |
| N° 3 | | | | | | | |
| N° 4 | | | | | | | |
| | | | | | **TOTAL**..... | | |

**********

**Je déclare utiliser le matériel de pompage suivant :**

| Réseau collectif - Nombre de bornes pour votre usage | Matériel individuel - Caractéristiques du groupe de pompage (Marque - modèle - puissance) | Débit utilisable (m³/h) |
|---|---|---|
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

**********

**Je déclare utiliser le matériel d'irrigation suivant :**

Enrouleur. Nombre : ..... Débit total (m³/h) = ..... Couverture totale et intégrale. Superficie arrosée (ha) = .....

Pivot. Superficie arrosée (ha) =..... Autres (rampe frontale, goutte à goutte, irrigation gravitaire...). Superficie arrosée (ha) = .....

* pour les exploitants ayant créé un forage à compter de 2006.

## 1. Déclaration des surfaces à irriguer en ..... , calcul provisoire des volumes d'eau

Le volume obtenu est provisoire, il sera révisé de sorte que la somme des volumes demandées ne dépasse pas 13.500.000 m³.

| Cultures spécialisées | Surface totale irriguée en hectares et ares (S) | | | Volume d'eau en m³ par hectare de culture irriguée (F) | Volume utilisable (S x F) en m³ |
|---|---|---|---|---|---|
| | pour vous-même | pour tierce personne | total | | |
| Arboriculture | | | | 2500 | |
| Asperge | | | | 2000 | |
| Endive | | | | 1400 | |
| Epinard | | | | 1200 | |
| Productions sous serre | | | | 5000 | |
| Fruits rouges | | | | 2500 | |
| Grosse carotte | | | | 2000 | |
| Haricot | | | | 1400 | |
| Haricot deuxième culture | | | | 1400 | |
| Jeune carotte | | | | 1600 | |
| Maraîchage hors serre | | | | 2500 | |
| Oignons | | | | 2200 | |
| Pois conserve | | | | 800 | |
| Pois deuxième culture | | | | 1100 | |
| Pomme de terre de consommation | | | | 2500 | |
| Pomme de terre fécule | | | | 1800 | |
| Pomme de terre : plants et primeurs | | | | 2000 | |
| Scorsonère | | | | 2200 | |
| Tabac | | | | 2000 | |
| Tomate | | | | 4500 | |
| **Surface totale** | | | | | **Volume total (V1)=** |

| Autres cultures | Surface totale irriguée en hectares et ares (S) | | | Volume d'eau en m³ par hectare de culture irriguée (F) | Volume utilisable (S x F) en m³ |
|---|---|---|---|---|---|
| | pour vous-même | pour tierce personne | total | | |
| Maïs (1) | | | | 2200 | |
| Céréales hors maïs (2) | | | | 500 | |
| Protéagineux (2) | | | | 500 | |
| Betterave (2) | | | | 600 | |
| Autres | | | | 0 | |
| | | | | | **Volume total (V2) =** |

**(1) : les surfaces de maïs déclarées irriguées doivent être déclarées comme telles dans le dossier PAC**
**(2) : les surfaces déclarées doivent correspondre à des sols "séchants", définis par un taux d'argile inférieur ou égal à 15% ou par la classe de texture "sables argileux" de la carte des sols du département.**

Le volume total maximum annuel **(V1+V2)**, calculé ci-dessus, représente .....m³.

Indiquer la liste des communes sur lesquelles sont implantées les cultures à irriguer :.....

Je déclare que les prélèvements réalisés ont fait l'objet d'une autorisation préfectorale ou d'un récépissé de déclaration au titre de la loi sur l'eau et que tous les ouvrages de prélèvements sont équipés de moyens de comptage des volumes prélevés.

Je soussigné, déclare sur l'honneur l'exactitude des renseignements fournis,

Fait à ..... le ..... Signature

**VU pour être annexé à mon arrêté en date du** – 8 JUIN 2021

Le Préfet de l'Aisne

Ziad KHOURY

MINISTÈRE
DU TRAVAIL,
DE L'EMPLOI
ET DE L'INSERTION
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités de l'Aisne**

**Arrêté n° 2021-57**

**portant subdélégation de signature de Monsieur Bertrand VANDEMOORTELE, directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités de l'Aisne, dans le cadre des compétences propres du directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Hauts-de-France déterminées par des dispositions spécifiques du code du travail, du code rural et de la pêche maritime**

Le directeur départemental de l'emploi, du travail, et des solidarités de l'Aisne ;

Vu le code du travail, notamment ses articles R. 8122-1 et 2 ;

Vu le code rural et de la pêche maritime ;

Vu la loi n°2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu le décret n°2015-1689 du 17 décembre 2015 portant diverses mesures d'organisation et de fonctionnement dans les régions de l'administration territoriale de l'État et de commissions administratives ;

Vu le décret n° 2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, des directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités et des directions départementales de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations ;

Vu l'arrêté du 22 mars 2021 portant nomination de Monsieur Bertrand VANDEMOORTELE en qualité de directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités de l'Aisne ;

Vu l'arrêté du 10 juin 2021 portant nomination sur l'emploi de directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté du 15 juin 2021 portant délégation de signature de Monsieur Patrick OLIVIER, directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Hauts-de-France, dans le cadre de compétences propres déterminées par des dispositions spécifiques du code du travail, du code rural et la pêche maritime à M. Bertrand VANDEMOORTELE, directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités de l'Aisne.

**ARRÊTE** :

**Article 1**: Subdélégation permanente de signature est donnée à Madame Carine MONTIGNY en qualité de directrice départementale adjointe de l'emploi, du travail et des solidarités de l'Aisne à l'effet de signer tous les actes relevant des compétences propres du directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Hauts-de-France dans le ressort territorial du département de l'Aisne dans les matières mentionnées en annexe 1.

**Article 2** : en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bertrand VANDEMOORTELE et de Madame Carine MONTIGNY délégation de signature est donnée à :

- Monsieur Vincent LEMOINE responsable du service section centrale travail s'agissant des actes relatifs aux ruptures conventionnelles, groupements d'employeurs, à la négociation collective, aux institutions représentatives du personnel, à la mesure de l'audience dans les entreprises de moins de onze salariés, aux amendes administratives, à la durée du travail, aux transactions pénales , à la composition de la commission des congés payés du bâtiment et aux demandes de contrôle de la comptabilité des donneurs d'ouvrage des travailleurs à domicile tels que mentionnés dans l'annexe 1.

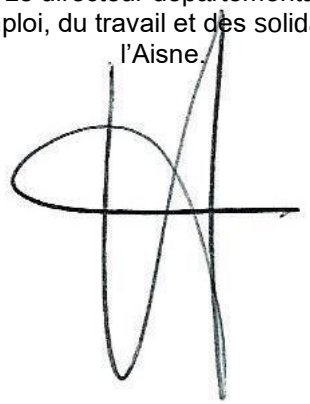
- Monsieur Luc SOHET responsable de l'unité de contrôle de Laon s'agissant des actes relatifs à l'hygiène sécurité et à l'alternance tels que mentionnés dans l'annexe 1.

**Article 3** : en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Luc SOHET délégation de signature est donnée à Monsieur Emmanuel FACON responsable de l'unité de contrôle de Saint Quentin s'agissant des actes à l'hygiène sécurité et à l'alternance tels que mentionnés dans l'annexe 1.

**Article 4** : Le directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités de l'Aisne et les délégataires désignés sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Hauts de France et de la Préfecture du département de l'Aisne.

Fait à Laon, le 16 juin 2021

Le directeur départemental
de l'emploi, du travail et des solidarités de
l'Aisne,



**ANNEXE 1**

| **Décisions et actes administratifs issus du code du travail ou du code rural et de la pêche maritime** | **Articles législatifs** | **Articles réglementaires** |
|---|---|---|
| **Ruptures conventionnelles**<br>Homologation et refus d'homologation de la rupture conventionnelle du contrat de travail | L. 1237-14 | R. 1237-3 |
| **Groupements d'employeurs**<br>Opposition à l'exercice de l'activité du groupement d'entreprise | L. 1253-17 | D. 1253-4<br>à D.1253-11 |
| Demande d'agrément du groupement d'employeurs | L. 1253-17 | R. 1253-19 |
| Demande de changement de convention collective par l'autorité administrative | L. 1253-17 | R. 1253-26 |
| Cas de mise fin à l'agrément par l'autorité administrative | L. 1253-17 | R. 1253-27 |
| **Négociation collective**<br>Enregistrement des conventions et accords collectifs de travail, des procès-verbaux de désaccord et des plans d'action du code du travail et du code de la sécurité sociale | | D 2231-2 à 8,<br>R 2231-9 |
| Enregistrement des accords d'intéressement et de participation et des plans d'épargne d'entreprise du code du travail | L. 3313-3<br>L. 3323-4<br>L. 3332-9 | D. 3313-4<br>D. 3323-7<br>R. 3332-6 |
| **Institutions représentatives du personnel** | | |
| Autorisation de suppression du mandat de délégué syndical | L. 2143.11 | R. 2143-6 |
| Répartition des sièges entre les différentes catégories de personnel et la répartition du personnel dans les collèges électoraux :<br>Comité social et économique<br>Répartition des sièges entre les établissements :<br>Comité social et économique central | L2314-13<br><br>L2316-8 | R2314-3<br><br>R2316-2 |
| Décision fixant le nombre et le périmètre des établissements distincts en cas de litige portant sur la décision de l'employeur pour la mise en place du comité social et économique,<br>Au niveau de l'entreprise<br>Au niveau de l'unité économique et sociale | L2313-5<br>L2313-8 | R2313-1 et R2313-2<br>R2313-4 et R2313-5 |
| Répartition des sièges au comité de groupe | L. 2333-4 | R. 2332-1 |
| **Mesure de l'audience dans les entreprises de moins de onze salariés** | | |
| Recours en modification de la liste électorale | L 2122-10-1 à L. 2122-10-11 | R. 2122-8 à R. 2122-26 |

| | | |
|---|---|---|
| **Amendes administratives**<br>Signature des courriers d'information préalable en cas de manquement : | | |
| A la réglementation relative au détachement des travailleurs | L. 1264-1,<br>L. 1264-2,<br>L. 1263-6 du code du travail | R.8115-1,<br>R.8115-2 et<br>R.8115-5 du code du travail |
| A la réglementation de la durée du travail, repos et décompte de la durée du travail | L. 8115-1 et<br>L. 8115-5 du code du travail | R 8115-1,<br>R 8115-2<br>R 8115-9 et<br>R 8115-10 du code du travail |
| Au paiement du smic ou des salaires minima conventionnels | L. 8115-1 et<br>L. 8115-5 du code du travail | R 8115-1,<br>R 8115-2,<br>R 8115-9 et<br>R 8115-10 du code du travail |
| Aux conditions d'emploi des mineurs à des travaux interdits ou réglementés | L. 4753-1 et<br>L. 4753-2 du code du travail | R.8115-1,<br>R.8115-2,R.8115-9<br>R 8115-10 du code du travail |
| Aux obligations de repérage de l'amiante avant travaux | L. 4754-1 du code du travail | R.8115-1,<br>R.8115-2,R.8115-9 et R 8115-10 du code du travail |
| Aux règles applicables aux installations sanitaires, d'hébergement et de restauration | L. 8115-1 et<br>L. 8115-5 du code du travail | R 8115-1,R 8115-2<br>R 8115-9 et<br>R 8115-10 |
| Aux décisions d'arrêts de travaux de l'inspection du travail | L 4752-1 du code du travail | R.8115-1,<br>R.8115-2,<br>R.8115-9<br>et R 8115-10 du code du travail |
| Aux demandes de vérification, analyse ou mesures | L.4752-2 du code du travail | R.8115-1,<br>R.8115-2,<br>R.8115-9 et<br>R 8115-10 du code du travail |
| A l'obligation de déclaration en vue de la délivrance de la carte d'identification professionnelle dans le BTP | L. 8291-2 du code du travail | R.8115-2<br>R. 8115-7, et<br>R. 8115-8 du code du travail |
| A la réglementation relative à l'emploi des stagiaires | L. 124-17 du code de l'éducation | R.8115-1,<br>R.8115-2 et<br>R.8115-6 du code du travail |

| | | |
|---|---|---|
| **Durée du travail** | | |

| | | |
|---|---|---|
| Dérogations à la durée maximale hebdomadaire absolue de travail du code du travail, | L3121-21 | R. 3121-10 |
| Dérogations à la durée hebdomadaire maximale moyenne du travail | L3121- 24 | R. 3121-15<br>R. 3121-16 |
| Dérogations à la durée maximale moyenne et/ou absolue du travail concernant une entreprise relevant d'un même type d'activités sur le plan régional ou local dans le domaine agricole du code rural et de la pêche maritime | L713-13 et 14 | R713-13<br>R713-21<br>R 713-14 |
| **Hygiène Sécurité** | | |
| Dérogations à l'interdiction de recours au contrat à durée déterminée ou au contrat de travail temporaire pour certains travaux particulièrement dangereux | L. 1251-10<br>L. 4154-1 | R4154-5<br>D4154-3 et 4 |
| Dérogations exceptionnelles aux prescriptions techniques applicables avant exécution des travaux : voies et réseaux divers | | R. 4533-6 |
| Dispenses en matière d'incendie et explosion | | R 4227-55<br>R4216-32 |
| Mises en demeure de prendre toutes mesures utiles pour remédier à une situation dangereuse | L. 4721-1 1° et 2°<br>L. 4721-2 | R. 4721-1 |
| Recours sur une demande d'analyse de produits formulée par l'Inspecteur (R4722-10) | | R. 4723-5 |
| **Alternance Apprentissage** | | |
| Suspension du contrat d'apprentissage, reprise et refus de reprise de l'exécution du contrat d'apprentissage, interdiction et fin d'interdiction de recrutement de nouveaux apprentis et jeunes sous contrat d'insertion en alternance | L 4733-8 à 10<br>L. 6225-4 à<br>L. 6225-6 | R 6225-9 et s.<br>et R 4733-13 |
| Décisions relatives au retrait du bénéfice des exonérations de cotisations liées aux contrats de professionnalisation | | D. 6325-20 |
| **Transaction pénale** | | |
| Établissement de la proposition de transaction et communication à l'auteur de l'infraction | L. 8114-4<br>L. 8114-7 | R. 8114-3 à 5 |
| Transmission au procureur de la République pour homologation de la proposition de transaction acceptée par l'auteur de l'infraction | L. 8114-6 | R. 8114-6<br>alinéa 1 |
| **Divers** | | |
| Composition de la commission de la caisse des congés payés du bâtiment | | D. 3141-35 |
| Demandes de contrôle de la comptabilité des donneurs d'ouvrage des travailleurs à domicile | | R. 7413-2 |

PRÉFET
DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,**
**de l'aménagement et du logement**

Service Eau et Nature

Amiens, le - 2 JUIN 2021

**Arrêté préfectoral portant dérogation à l'interdiction de capture d'amphibiens d'espèces protégées au bénéfice de l'URCPIE Hauts-de-France**

| | |
|---|---|
| **Le Préfet du Nord**<br>Officier de la Légion d'Honneur<br>Commandeur de l'Ordre National du Mérite | **Le Préfet du Pas-de-Calais**<br>Chevalier de la Légion d'Honneur<br>Chevalier de l'Ordre National du Mérite |
| **La Préfète de l'Oise**<br>Chevalier de la Légion d'Honneur<br>Chevalier de l'Ordre National du Mérite | **La Préfète de la Somme**<br>Chevalier de la Légion d'Honneur<br>Chevalier de l'Ordre National du Mérite |
| **Le Préfet de l'Aisne**<br>Officier de la Légion d'honneur<br>Officier de l'Ordre National du Mérite | |

**VU** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.411-1, L.411-2, L.415-3, R.411-1 à R.411-3, L 123 19-2 ;

**VU** le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L. 411-1 et les suivants ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 consolidé relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements – version consolidée au 18 février 2009 ;

**VU** le décret du 21 avril 2016 portant nomination de M. Michel LALANDE en qualité de Préfet de la région Nord Pas-de-Calais Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

**VU** le décret du 4 janvier 2019 portant nomination de Mme Muriel NGUYEN en qualité de Préfète de la Somme ;

**VU** le décret du 7 novembre 2019 portant nomination de M. Ziad KHOURY en qualité de préfet de l'Aisne ;

**VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Louis LE FRANC en qualité de Préfet du Pas-de-Calais ;

**VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Mme Corinne ORZECHOWSKI en qualité de Préfète de l'Oise ;

**VU** l'arrêté interministériel du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L.411-2 du Code de l'Environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

**VU** l'arrêté ministériel du 19 novembre 2007 fixant la liste des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

56 rue Jules Barni
80040 AMIENS
Tél : 03 22 82 25 00
Réf. : 2021_CLM_01/06

**VU** l'arrêté du 24 août 2020 accordant délégation de signature à M. Laurent TAPADINHAS en ce qui concerne les demandes de dérogation espèces protégées du territoire du Pas-de-Calais sollicitées au titre de l'article L411-2 du code de l'environnement, notamment le chapitre II -1 de l'article 1 de l'arrêté ;

**VU** l'arrêté du 1er février 2019 accordant délégation de signature à M. Laurent TAPADINHAS en ce qui concerne les demandes de dérogation espèces protégées du territoire du Nord sollicitées au titre de l'article L.411-2 du code de l'environnement, notamment le chapitre II-1 de l'article 1 de l'arrêté ;

**VU** l'arrêté du 25 novembre 2019 accordant délégation de signature à M. Laurent TAPADINHAS en ce qui concerne les demandes de dérogation espèces protégées du territoire de l'Aisne sollicitées au titre de l'article L.411-2 du code de l'environnement, notamment le chapitre 9 de l'article 1 de l'arrêté ;

**VU** l'arrêté du 31 janvier 2019 accordant délégation de signature à M. Laurent TAPADINHAS en ce qui concerne les actes à portée non réglementaire sur le territoire de la Somme, notamment le chapitre 1 de l'article 1 de l'arrêté ;

**VU** l'arrêté du 24 août 2020 accordant délégation de signature à M. Laurent TAPADINHAS en ce qui concerne les demandes de dérogation espèces protégées du territoire de l'Oise sollicitées au titre de l'article L.411-2 du code de l'environnement, notamment le chapitre 10 de l'article 1 de l'arrêté ;

**VU** l'arrêté du 8 octobre 2020 accordant délégation aux agents de la DREAL Hauts-de-France en ce qui concerne les actes à portée non réglementaire dans le cadre de leurs attributions et compétences sur le territoire du Nord ;

**VU** l'arrêté du 8 octobre 2020 accordant délégation aux agents de la DREAL Hauts-de-France en ce qui concerne les actes à portée non réglementaire dans le cadre de leurs attributions et compétences sur le territoire du Pas-de-Calais ;

**VU** l'arrêté du 25 septembre 2020 accordant délégation aux agents de la DREAL Hauts-de-France en ce qui concerne les actes à portée non réglementaire dans le cadre de leurs attributions et compétences sur le territoire de l'Aisne ;

**VU** l'arrêté du 25 septembre 2020 accordant délégation aux agents de la DREAL Hauts-de-France en ce qui concerne les actes à portée non réglementaire dans le cadre de leurs attributions et compétences sur le territoire de la Somme ;

**VU** l'arrêté du 25 septembre 2020 accordant délégation aux agents de la DREAL Hauts-de-France en ce qui concerne les actes à portée non réglementaire dans le cadre de leurs attributions et compétences sur le territoire de l'Oise ;

**VU** la circulaire DNP/CFF n°2008-01 du 21 janvier 2008 relative aux décisions individuelles relevant du ministère chargé de la protection de la nature dans le domaine de la faune et de la flore sauvages ;

**VU** la demande de dérogation à la protection des espèces déposée par l'URCPIE Hauts-de-France le 23 février 2021 ;

**VU** l'avis du Conseil National de la Protection de la Nature en date du 24 mai 2021 ;

**CONSIDÉRANT** que la demande de dérogation concerne la capture des espèces protégées visées à l'article 3 du présent arrêté et que cette activité est interdite par les dispositions de l'arrêté ministériel du 19 novembre 2007 fixant la liste des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

**CONSIDÉRANT** que les dispositions de l'article L.411-2-4° du code de l'environnement permettent, dans l'intérêt de la protection de la faune sauvage, la délivrance de dérogations à cette interdiction à condition qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante et que la dérogation ne nuise pas au maintien dans un état de conservation favorable des espèces protégées dans leur aire de répartition naturelle ;

**CONSIDÉRANT** que les opérations de capture s'inscrivent dans une démarche de réalisation d'inventaires visant à améliorer les connaissances sur la répartition et l'écologie des amphibiens présents sur l'ensemble du territoire des Hauts-de-France ;

**CONSIDÉRANT,** de plus, que ces opérations permettent d'améliorer la connaissance régionale sur ces espèces ;

**CONSIDÉRANT** que les opérations de capture, qui intègrent des mesures préventives contre le risque de propagation de la chytridiomycose, seront évitées au maximum et suivies d'un relâcher sur place des individus ;

**CONSIDÉRANT** que les opérations d'inventaires sont encadrées par un membre de l'URCPIE Hauts-de-France possédant un niveau de connaissance et de formation cohérent avec la demande ;

**CONSIDÉRANT** qu'il n'existe pas d'alternative satisfaisante et que les opérations de capture-relâcher ne sont pas de nature à remettre en cause la capacité des spécimens à accomplir leur cycle biologique ou à compromettre leur présence dans leur aire de répartition naturelle et concourront à une meilleure protection des populations concernées ;

**CONSIDÉRANT** que les opérations n'ont pas d'impact négatif significatif sur l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** dès lors qu'il convient de délivrer la dérogation à l'interdiction mentionnée à l'article L411-1 du Code de l'Environnement pour permettre la tenue de la réalisation d'un inventaire des amphibiens sur l'ensemble du territoire des Hauts-de-France ;

Sur proposition du Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

**Arrête**

**Article 1 - Identité du bénéficiaire**

Le bénéficiaire de la présente dérogation est l'URCPIE Hauts-de-France ou ses mandataires se situant au 33 rue des victimes de Comportet 02000 Merlieux-et-Fouquerolles.

**Article 2 - Nature de la dérogation**

Dans le cadre des opérations d'inventaires d'amphibiens pour le programme national PopAmphibien, le bénéficiaire est autorisé à déroger aux interdictions de capture des spécimens d'espèces protégées mentionnées à l'article 3 du présent arrêté, sous réserve de la mise en œuvre de l'ensemble des conditions définies aux articles 4 et suivants du présent arrêté.

**Article 3 - Espèces concernées**

Les espèces animales protégées concernées par la présente dérogation sont les amphibiens suivants :

| | |
|---|---|
| Alyte accoucheur | (*Alytes obstetricans)* |
| Triton alpestre | (*Ichthyosaura alpestris)* |
| Triton ponctué | (*Lissotriton vulgaris)* |
| Triton palmé | (*Lissotriton helveticus)* |
| Triton crêté | (*Triturus cristatus)* |
| Crapaud commun | (*Bufo bufo)* |
| Crapaud calamite | (*Bufo calamita)* |
| Grenouille rousse | (*Rana temporaria)* |
| Grenouille verte | (*Pelophylax kl. esculentus)* |
| Grenouille rieuse | *(Pelophylax ridibundus)* |
| Grenouille de Lessona | (*Pelophylax lessonae*) |
| Grenouille agile | (*Rana dalmatina*) |
| Pélodyte ponctué | (*Pelodytes punctatus*) |
| Rainette verte | (*Hyla arborea*) |
| Sonneur à ventre jaune | (*Bombina variegata*) |
| Salamandre tachetée | (*Salamandra salamandra*) |
| Grenouille des champs | (*Rana arvalis*) |

**Article 4 - Lieu d'intervention**

Région administrative : Hauts-de-France
Département : Somme, Aisne, Oise, Nord, Pas-de-Calais
Communes : Toutes

**Article 5 – Conditions de la dérogation et modalités d'intervention**

La présente dérogation est délivrée sous réserve des mesures suivantes :
- Les membres de l'URCPIE Hauts-de-France ou ses mandataires sont autorisés à procéder aux captures à l'aide de nasse de type « Amphicapts », manuellement ou à l'aide d'épuisette et à manipuler les amphibiens le temps de les identifier.
- Ajouter aux nasses un système de flottaison pour permettre aux individus piégés de respirer en surface.
- Les personnes manipulant les amphibiens ont les mains propres et mouillées ou portent des gants jetables non talqués.
- Le risque lié à la chytridiomycose est pris en compte par l'application de mesures prophylactiques selon un protocole adapté.
- Le relâcher doit s'opérer dans les plus brefs délais suivant la capture de l'individu notamment avec les pièges « amphicapts » qui doivent être relevés le lendemain matin à partir de 8 heures maximum.

**Article 6 : Modalité de compte-rendu des interventions**

Monsieur le Président de l'URCPIE Hauts-de-France adresse le bilan des inventaires à M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement des Hauts-de-France. Ce bilan est communiqué, au plus tard, le 31 mars de l'année suivante de la campagne d'inventaires.

Les données résultant des inventaires réalisés dans le cadre de la présente autorisation sont transmises aux bases de données régionales afin d'alimenter les inventaires des espèces au sein du système d'information sur la nature et les paysages (SINP).

**Article 7 - Durée de la validité de la dérogation**

La présente dérogation est délivrée pour une durée de 5 années à compter de sa signature.
Elle est renouvelable avant son expiration, dans les mêmes conditions, sur demande de son bénéficiaire, justifiée du bilan des opérations.

**Article 8 – Mesures de contrôle**

La mise en œuvre des dispositions définies aux articles 1 à 7 du présent arrêté peut faire l'objet de contrôles par les agents chargés de constater les infractions mentionnées à l'article L415-3 du Code de l'Environnement.

**Article 9 – Voies et délais de recours**

La présente décision peut être contestée devant le Tribunal Administratif, par l'introduction d'un recours contentieux :

- par le bénéficiaire dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers dans un délai de deux mois suivant sa publication au recueil des actes administratifs des préfectures de la Somme, de l'Aisne, de l'Oise, du Nord et du Pas-de-Calais.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyen » accessible par le site internet www.telerecours.fr.
Conformément aux dispositions de l'article L411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut également faire l'objet, dans le délai du recours contentieux qui vient d'être défini, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours du délai de recours contentieux. Ce délai de recours contentieux ne recommence à courir que lorsque le recours gracieux ou hiérarchique a été rejeté.

**Article 10 – Publication**

Le présent arrêté est publié au recueil des Actes Administratifs des Préfectures de la Somme, de l'Aisne, de l'Oise, du Nord et du Pas-de-Calais.

**Article 11– Exécution de l'arrêté**

Les secrétaires généraux des préfectures de la Somme, de l'Aisne, de l'Oise, du Nord et du Pas-de-Calais, les responsables des services départementaux de l'office français de la biodiversité de la Somme, de l'Aisne, de l'Oise, du Nord et du Pas-de-Calais, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France, les directeurs départementaux des territoires et de la mer de la Somme, du Nord, du Pas-de-Calais, les directeurs départementaux des territoires de l'Aisne et de l'Oise sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé.

Fait à AMIENS, le - 2 JUIN 2021

Pour les préfets du Pas-de-Calais, du Nord, de l'Aisne,
de la Somme et de l'Oise par délégation,
le Chef du Service Eau et Nature

Marc GREVET